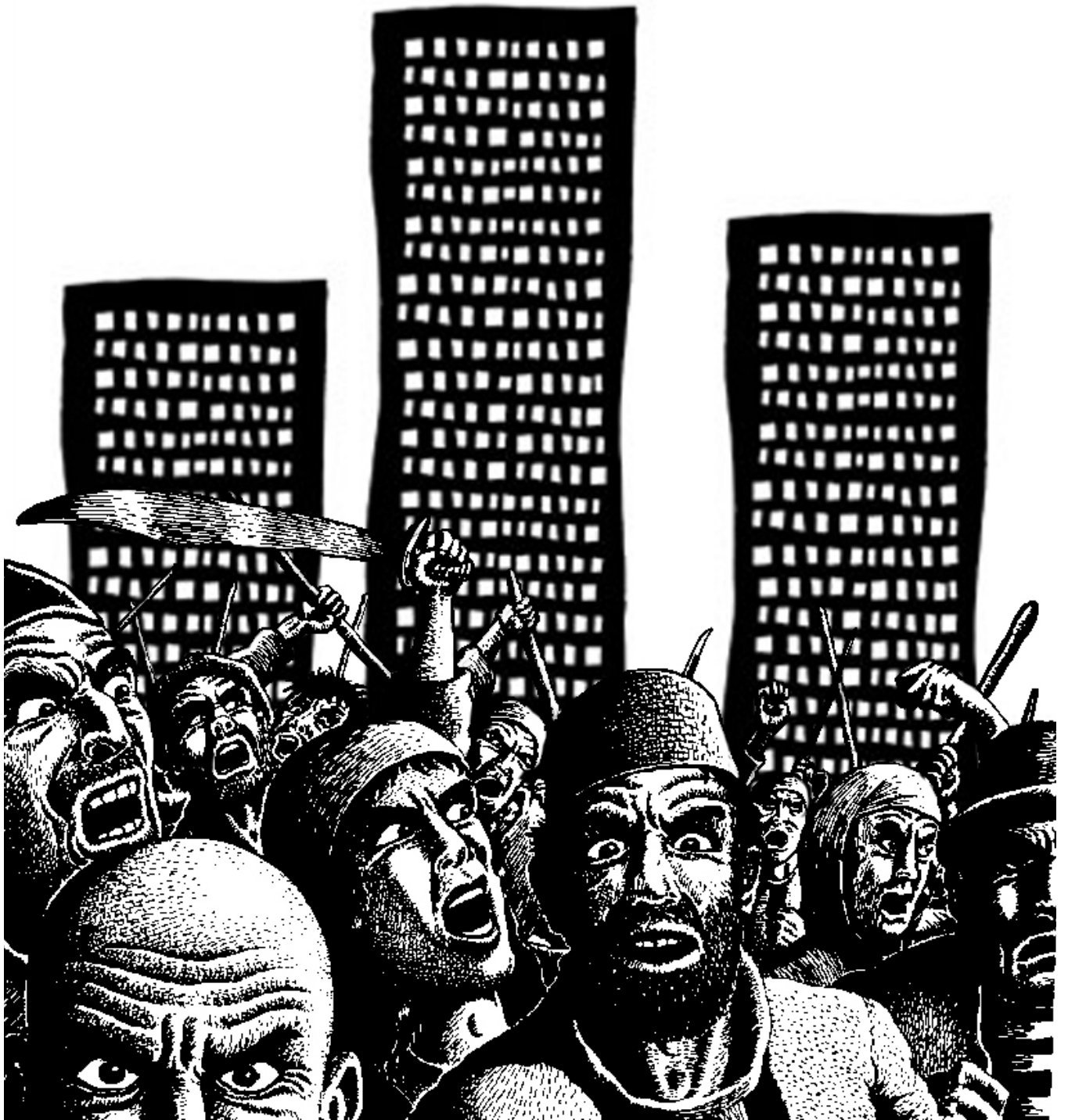


TOUT DOIT PARTIR

décembre 2009 #6

LIQUIDATION TOTALE DE CE QUI NOUS DETRUIT



**dans une société qui détruit toute possibilité d'aventure,
la seule aventure possible est la destruction de cette société.**

Tout doit partir ?

Ben ouais, TOUT !

Dans un monde basé sur la domination et l'exploitation que pourrait-on bien avoir envie de garder ?

TOUT DOIT PARTIR parce que le "moins pire des systèmes" n'assouvirait jamais notre soif de liberté. Parce que la démocratie participative, le capitalisme vert et la croissance durable continuent à nous déposséder malgré les illusions de gestion de la catastrophe. Parce que les projets alternatifs qui tentent de se creuser une niche dans ce monde de merde pour ensuite pouvoir regarder les autres crever depuis leurs petites bulles ne pourront jamais opérer un changement radical et qu'il faut donc détruire toutes les formes de pouvoirs tout en construisant nos mondes entre ami.e.s.

TOUT DOIT PARTIR parce que même sans loyer, sans travail ou à la campagne nous continuons à subir la pression d'un monde qui nous domine.

Ce journal, on l'a mis en route pour compiler quelques méfaits de la guerre sociale en cours afin de pouvoir les rendre visibles, de les partager... et - qui sait ? - de là, peut-être insuffler des pensées, des dynamiques d'auto-organisation, voire même trouver des affinités.

TOUT DOIT PARTIR, c'est aussi une incitation à prendre part aux choses, parce que si un journal c'est bien, les idées demandent plus que jamais à être traduites en actes.

Pour la liquidation totale de ce qui nous détruit.

Tout doit partir.



toutdoitpartir@boum.org

Taules :

| | |
|---|-----|
| Abattons les murs de la prison sociale..... | p.4 |
| Aux mutins..... | p.5 |
| Andenne, Forest, Anderlecht..... | p.6 |
| Gand : deux compagnons arrêtés | p.7 |
| Lettre de Paolo..... | p.7 |

Des cendres pas des centres :

| | |
|---|------|
| Du sable dans les moteurs... des machines à construire un nouveau centre..... | p.9 |
| dessine moi un centre..... | p.10 |
| un aller-simple pour le (nouveau) centre fermé..... | p.12 |
| festival des libertés..... | p.12 |
| Il était une fois un ogre nommé Etat et une chimère nommée société..... | P.13 |
| Ils construisent un nouveau centre fermé..... | p.14 |
| Manif sauvage contre la construction du nouveau centre..... | p.15 |
| Pendant ce temps là, au pays de la botte..... | p.16 |

Histoires mutines :

| | |
|--|------|
| retour sur quelques mois d'agitation par le collectif contre les expulsions..... | p.17 |
|--|------|

Les cahiers au feu :

| | |
|---|------|
| Vacances à vie..... | p.19 |
| T'en as marre..... | p.19 |
| Insoumission à l'école obligatoire..... | p.20 |

(L)'Internationale :

| | |
|--|------|
| Des nouvelles depuis notre chez nous carcéral..... | p.24 |
| Chili : A toutes les compagnes et compagnons que le désir de récupérer leur vie pousse à se mettre en guerre.... | p.26 |
| Pour que tous sortent..... | P.27 |

Autres :

| | |
|--|------|
| Peste noire..... | p.3 |
| En Catimini - histoire et communiqués des Rote Zora..... | p.22 |





PESTE NOIRE

Avoir prise sur le monde. Rendre des coups à ceux qui nous oppressent. Ceux qui font de notre existence un enfer. Se battre sans attendre. Pour la liberté.

Pas par impatience d'on ne sait quels lendemains radieux, mais parce que notre vie c'est ici et maintenant. Parce que nous n'en avons qu'une. Parce que personne d'autre ne le fera à notre place. Parce que les fers qui nous enchaînent - Etat, religion, famille, exploitation, marchandise, ainsi que leurs défenseurs et leurs

faux critiques - ne disparaîtront pas tous seuls.

Attaquer, donc. Briser la résignation. Refuser de marcher vers l'abattoir. Ne pas se contenter de résister. Transformer les rapports. Scier les barreaux de la prison sociale. Seul ou à plusieurs. De jour comme de nuit. Encore et encore. Le souffle court et la main sûre. Avec toutes les armes de la critique. Sans hiérarchies. Avec le feu, le blasphème, la pince-monseigneur, l'ironie, la poudre noire, le pamphlet, l'expropriation, le blocage, le grain de sable, l'affiche, le chlorate de potasse, l'émeute, le bras et le coeur. Le cerveau et les tripes. Visant juste. A chaque coin de rue.

...

«Ce n'est pas le moment. Nous ne sommes pas assez. Ça fait le jeu de l'ennemi. C'est de l'auto-destruction.» Choeurs d'esclaves mûs par la trouille. Foule de spectateurs blindés de cynisme. Prêches de citoyens soudés par des miettes.

Le bon moment, ne serait-ce pas lorsqu'on est vivant? Lorsqu'on peut se lancer à l'assaut de l'Existant, même au risque de tout perdre? A moins que ce ne soit lorsqu'un stratège visionnaire le décidera. Un jour. Oui, peut-être. Lorsque nos chairs grises seront déjà à moitié rongées par les vers. Ou jamais.

Le nombre suffisant pour se battre, il ne sera jamais assez élevé pour vous. Même si la guerre sociale est déjà là, s'il ne tient qu'à chacun de l'approfondir et de la diffuser. Mieux vaut alors faire un trait sur toutes

les possibilités qu'offrent les individus, leurs affinités et leur détermination. Mieux vaut confier son sort aux grands nombres, à de futures majorités. A ces fossoyeurs de la liberté qui se nomment aussi bien fascisme que stalinisme, théocratie que démocratie. Attendre la masse, tâter le peuple, espérer le prolétariat ou n'importe quelle autre chimère qui viendra sonner le gong final. Avoir une calculatrice à la place du coeur.

L'ennemi a beau être parfois machiavélique, il y a bien longtemps déjà qu'il a abattu ses cartes : toute personne qui refuse de se plier aux mécanismes de l'exploitation et de la domination est irrémédiablement broyée. Faut-il être devenu à ce point amnésique et insensible pour feindre de l'oublier? Pour ne pas voir que le capitalisme élimine non seulement sans pitié ceux qui lui barrent la route, mais aussi tous ceux qui lui sont inutiles? Faire le jeu de l'ennemi, ce n'est alors pas l'attaquer. C'est de s'y soumettre et de s'y résigner. Par sa passivité comme par son silence.

Tout a été construit contre nous, et rien de ce qui fait ce monde n'est à préserver. Ni ses bâtiments, ni les rapports sociaux qui les meublent. Pas la moindre de ses institutions. Si brûler les commerces ou les écoles du quartier où on survit est de l'auto-destruction, comme beaucoup l'ont encore craché en novembre 2005, il devient logique que partir en combattant devient un luxe d'enfant gâté. C'est vrai ça, pourquoi s'acharner à vouloir tout démolir alors que ce système va jusqu'à proposer à ses rebelles des alternatives subventionnées, des paradis artificiels, et même des niches aménagées? Pourquoi mourir pour des idées alors que tant de saloperies technindustrielles nous proposent déjà de crever les yeux ouverts et sans rien faire? **Crever sans rien faire, justement.**

(extrait de l'édito d'un journal à parution unique intitulé «peste noire» sorti en juillet 2009 autour de la mort d'un compagnon au Chili, mais pas seulement, voir p.26)



PESTE NOIRE

CONTRE LES PRISONS... TOUTES LES PRISONS

Dans chaque numéro nous reprenons des textes de fond et/ou d'agitation contre la prison, les centres fermés et le monde qui en a besoin. Cela n'est évidemment pas fortuit.

Nous n'avons jamais considéré la prison comme un élément à part de ce monde basé sur la domination et l'exploitation, mais bien comme une nécessité à son maintien.

L'enfermement sert bien des fonctions : faire marcher au pas une bonne partie de la population, stocker les indésirables et le surplus, isoler et punir ceux et celles qui ne suivent pas les règles du jeu,...

Par ailleurs, la prison base son existence sur la notion de la «criminalité». Loin d'être un critère objectif dégagé de son contexte social, ce concept est défini (et redéfini quand nécessaire) selon des intérêts économiques et politiques. La prison n'a donc rien d'évident ou de naturel. Elle sert une fonction donnée dans un monde donné. Dans un monde toujours plus démocratique, il est possible qu'elle disparaisse sans que les rapports sociaux ne changent. Voilà pourquoi nous ne nous battons jamais uniquement contre les quatre murs mais aussi contre les logiques qui les construisent.

Loin des idées humanistes, quand nous luttons contre la prison nous ne luttons donc pas pour les prisonniers et pas nécessairement avec eux non plus. En effet, les catégories «prisonniers», «sans-papiers»,... recouvrent des réalités assez différentes pour que l'on ne puisse être solidaires envers elles.

Comme dans l'ensemble des luttes que nous menons, ce n'est pas tant les conditions communes subies qui peuvent faire que nous nous sentions proches, mais la révolte que l'on ressent et met en acte face à celles-ci, ainsi que la direction qu'elle prend.

Se battre contre la prison, c'est se battre pour la liberté et contre la gestion de nos vies par une quelconque instance.

ABATTONS LES MURS DE LA PRISON SOCIALE!

quelques remarques à propos de l'évasion récente de la prison de Bruges

Dans la cacophonie des opinions, tout sonne faux. Le seul son sincère ces derniers jours fût sans doute les acclamations de prisonniers quand l'hélicoptère a décollé du préau de la prison de Bruges. Aucun politicien, flic, journaliste, criminologue ou psychiatre ne réussira jamais à faire taire les cris de joie lors d'une reconquête audacieuse de liberté.

Depuis plusieurs années, la révolte et l'insubordination couvent dans les prisons belges. Ashraf Sekkaki, qui venait d'être transféré du nouveau module d'isolement à Bruges à la section « normale », est l'un de ces prisonniers qui se sont aventurés sur le chemin de la rébellion. Il n'a jamais voulu se résigner face à son enfermement, n'a jamais voulu faire la paix avec ceux qui l'enferment. L'évasion réussie la semaine dernière prouve une fois de plus que quatre murs et des uniformes ne suffisent pas à briser le désir de liberté.

Une réaction de panique a suivi chez des inspecteurs de police de Malines, chez le directeur général des prisons belges, Hans Meurisse, et chez les juges qui n'ont aucune envie de se voir présenter l'addition. Depuis des années, ils tentent d'échapper grâce au jeu de rôles démocratique à leurs responsabilités dans l'humiliation, la dégradation et l'enfermement d'êtres humains. Mais il y a encore des gens qui osent agir selon leurs convictions, qui ne veulent pas se retrouver désarmés face à l'autorité et qui ne se soucient guère des règles du jeu démocratique et de ces codes pénaux...

Ashraf ne regrette pas les braquages dont il est accusé. Voici la grande honte qu'ils ont voulu cacher en l'internant et en le livrant à l'arbitraire le plus absolu. Mais qu'aurait-il à regretter ? D'être allé chercher l'argent là où il se trouve en abondance ? D'être fier de n'avoir jamais accepté le salariat ou de devenir lui-même exploiteur ou capitaliste ? Il n'y a aucun sens à glorifier des braquages et des expropriations ou à dépeindre les braqueurs pour ce qu'ils sont ou ne sont pas. Mais ceci n'enlève rien au fait que nous pouvons parfois reconnaître une partie de nos désirs d'un monde sans exploitation dans les parcours de ceux qui choisissent ici et maintenant d'exproprier les riches, leurs banques et leurs magasins.

Ces derniers jours, nous avons été inondés par les opinions des chacals de la démocratie. Les politiciens se sont lâchés avec une interminable série d'insultes à l'adresse des évadés. Les journalistes ont joué leur rôle crucial en creusant un fossé entre les évadés et ceux qui pourraient peut-être se reconnaître dans cette conquête de liberté. Ils ont dépeint les évadés comme des barbares et des psychopathes ivres de sang ; contribuant ainsi à évacuer d'autres questions qui auraient pu être mises sur la table (la question de l'enfermement, de la prison, de l'internement, de la justice, de l'exploitation, de la pauvreté...). En tant que mercenaires de la Justice, leur lynchage médiatique prépare celui de la répression. Une armée de charognards les ont rejoints: des criminologues tenant des discours exigeant plus de modules d'isolement ; des psychiatres judiciaires qui disent tout et n'importe quoi pour nier aux évadés toute individualité et volonté ; des spécialistes en problèmes relationnels qui réduisent la complice féminine à « une petite amie de gangster qui s'est laissée tromper » ; des porte-paroles des syndicats de matons qui prennent le premier pas dans l'élaboration de la répression ; des architectes et des entrepreneurs qui tréignent de pouvoir faire du fric avec plus de barreaux, plus de filets, plus de murs.



L'Etat est en train de préparer sa réponse à l'agitation à l'intérieur des murs. Après la construction de deux nouveaux modules d'isolement à Lantin et à Bruges – de véritables prisons dans la prison –, la construction d'un nouveau centre fermé (destiné avant tout aux clandestins réfractaires) a débuté à Steenokkerzeel. Un accord a été conclu avec les Pays-Bas pour la « location » d'une prison à Tilburg pour enfermer 500 prisonniers de Belgique et les plans pour la construction de quatre nouvelles prisons se finalisent. En outre, les matons semblent avoir été remis au pas par leurs patrons et les conflits corporatistes ont été résolus en lâchant du fric, des mesures de sécurité et en leur laissant les mains un peu plus libres.

Disons les choses clairement. La prison n'est pas « un monde à part » ; elle est simplement le produit de la société dans laquelle nous vivons. Cette société est elle-même une prison où tout le monde se retrouve d'une manière ou d'une autre enfermé dans l'engrenage de l'autorité, de l'exploitation et de l'oppression. Malheureusement il semble que de plus en plus de gens non seulement n'essayent plus de s'évader de cette société-prison, mais ne le désirent même plus. Alors faisons sentir en mots et en actes qu'aujourd'hui il y a encore des individus dont l'estomac ne peut supporter l'exploitation et l'humiliation ; dont le cœur continue à désirer la liberté ; dont le cerveau en a marre des idioties et des opinions de masse préfabriquées ; dont les mains deviennent des poings serrés face aux défenseurs de l'ordre établi.

Abattons les murs de la prison sociale !

Notre désir de liberté ne peut laisser debout aucun Etat, aucune institution, aucun patron, aucune frontière... !

Quelques individus en révolte contre la prison sociale
Belgique, 26 juillet 2008

«Je leur explique que j'ai fait le choix d'être un voleur, c'est aussi comme le garçon dans le texte à propos de l'évasion de Bruges. Je n'ai jamais voulu me soumettre au joug des patrons, ni être un patron ou un commerçant. Ce garçon a-t-il un discours libertaire ? Beaucoup de truands malheureusement refusent l'exploitation salariale, mais en fait n'ont comme idoles que les riches. Si tu les écoutes, ça veut s'habiller en marque, avoir la montre de marque, la grosse bagnole. Bref, être comme les gros bourgeois sans jamais remettre en cause le système. Seulement, ils savent qu'en étant salariés, ils n'auront jamais de Rolex, de chemises Armani, etc. Il y a une différence entre le truand libertaire qui est rare et les truands qui eux ne veulent que reproduire le système, sinon l'entretenir.»

Un détenu à propos du texte publié ci-dessus, août 2009

(texte et extrait de correspondance repris de «La Cavale» #16 - <http://la-cavale.blogspot.com>)

Le jeudi 28 août, une mutinerie a eu lieu dans la prison de Saint-Gilles. Pendant le préau, des prisonniers ont commencé à casser des murs, à dresser de petites barricades et à s'armer de pierres et de barres de fer. Ils ont aussi réussi à prendre les clés d'un des gardiens. La police a directement été prévenue, s'est rendue sur place avec des flics de divers corps bruxellois. Ces flics ont envahi la prison et s'en sont pris aux prisonniers révoltés avec du gaz lacrymogène, des matraques et des chiens.

Le tract ci-dessus s'adresse aux mutinés et parle aussi des émeutes qui se sont produites la semaine dernière entre des « jeunes » et la police à Molenbeek et Anderlecht. Le tract a été distribué aux visiteurs ce mardi-ci. Quelques heures plus tard, le tract a été envoyé par-delà les murs des prisons de Saint-Gilles et de Forest, enroulé en forme de flèches, et à l'aide des tubes. Aujourd'hui, ce même tract a été lancé une nouvelle fois encore au-delà des murs de la prison de Saint-Gilles.

Une chronologie de quelques gestes de révolte de ces derniers temps accompagnait le tract.

AUX MUTINS...

(Tract et intro trouvés sur www.cemab.be)

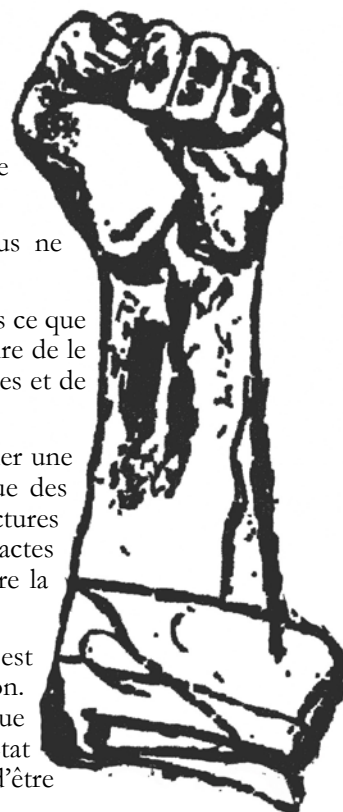
Ce message est adressé à ceux qui ont profondément perturbé le cours normal des choses à la prison de Saint-Gilles vendredi passé en s'insurgeant contre les matons et la direction de ces geôles.

Nous ne sommes pas un parti politique et nous ne voulons pas récolter des votes.

Nous ne vous connaissons pas, nous ne savons pas ce que vous voulez et nous n'allons pas non plus prétendre de le savoir. Nous pouvons donc seulement parler d'actes et de ce que nous voulons.

Nous vous adressons ce message pour vous donner une idée de ce que nous ressentons en apprenant que des prisonniers s'attaquent à la prison, ses infrastructures et ses serviteurs. Nous nous sentons liés avec ces actes parce que nous sommes contre la prison et contre la société qui en garantit la continuité.

Car la prison n'est pas là sans raison. La prison est un produit d'une réalité quotidienne de l'oppression. Cette oppression est entre autre causée et maintenue par l'Etat qui représente le contrôle organisé. L'Etat sera toujours un obstacle qui nous empêche d'être



libres. Mais, comme tout le monde, nous ne sommes pas extérieurs à cette oppression. Elle est confirmée et renforcée par les rapports des gens entre eux et certains choix qu'ils font. Celui qui fait le choix de devenir flic ou maton, tout comme le patron ou le contre-maître au boulot, l'homme qui frappe sa partenaire, la mère qui traite sa marmaille comme des prisonniers ou encore l'assistant social qui voudrait nous faire accepter ce monde de merde, cautionnent l'oppression en choisissant ce rôle. Les choix de ces rôles sont les fondements de l'oppression et de l'enfermement. Tant que nous arrivons pas à attaquer ces choix, tant que nous n'en ferons pas d'autres, les prisons ne seront jamais définitivement rasées.

Dans les moments où les négociations cessent, où les rôles sont attaqués et les personnes derrière ces rôles sont confrontés avec les conséquences de leurs choix, nous poussons des cris de joie et nous sommes renforcés dans notre désir ardent de quelque chose de complètement différent.

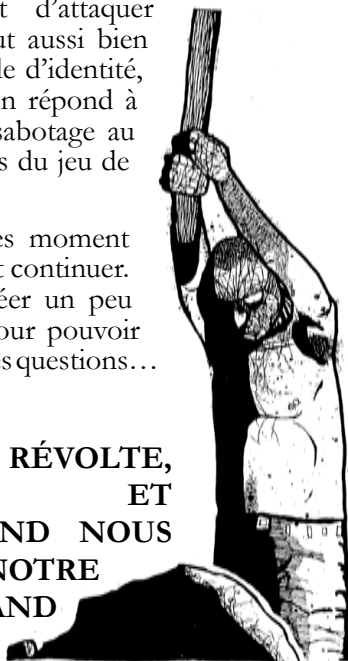
Le même jour où vous avez tout chamboulé dans la prison, des affrontements entre "jeunes" et policiers ont eu lieu à Molenbeek. Auparavant, la police d'Anderlecht avait été ciblée à plusieurs reprises. Peu de choses ont été dites à propos de l'origine du désordre. Mais ce qui est clair, c'est que certains affrontements ont eu lieu après que la police ait tenté de faire des contrôles d'identités, et que d'autres affrontements étaient clairement prémédités et préparés. Plusieurs guet-apens ont eu lieu: d'abord appeler les flics pour ensuite les attendre avec de l'huile sur la route, des pierres et des cocktails molotov.

On pourrait se demander quels sont les liens entre tous ces événements. Il ne nous intéresse pas de faire de grandes théories sur qui sont ces émeutiers ou ce qu'ils désirent, nous ne sommes ni politiciens, ni assistants sociaux, ni sociologues. Nous aussi, nous avons la rage et nous voulons la diriger pleinement contre ceux qui font perdurer la misère de ce monde. Et c'est pour cette raison que nous sommes du côté des rebelles quand ils déchaînent leur rage contre des défenseurs de l'ordre et leurs infrastructures.

Ces moments n'existent pas seulement quand des personnes décident d'attaquer ensemble. Ils existent tout aussi bien dans le refus d'un contrôle d'identité, dans le simple 'non' qu'on répond à un maton, dans le petit sabotage au boulot. Dans chaque refus du jeu de rôles.

Mettons à profit tous ces moments pour y puiser de la force et continuer. Que cela nous aide à créer un peu d'espace pour respirer, pour pouvoir continuer à poser les bonnes questions... et faire des choix!

**VIVE LA RÉVOLTE,
INDIVIDUELLE ET
COLLECTIVE QUAND NOUS
RECONQUÉRONS NOTRE
DIGNITÉ, ET QUAND
TOUT EXPLOSE !**



Andenne, Forest, Anderlecht... Détruisons toutes les prisons



Donnez à un homme, une femme, un uniforme bleu et la légitimité qui va avec. La légitimité de la Loi. La légitimité d'être du côté des maîtres ; d'être un bon chien de garde. Donnez leur l'autorité et le pouvoir qui va avec : ils en jouiront autant que leurs maîtres policés le leur permettront. Il arrive qu'ils dépassent un peu les bornes ; que leurs agissements deviennent un peu gênants pour leurs maîtres. Il arrive que l'un ou l'autre (quoi que rarement) tombe quand il se fait prendre pour pédophilie ou lorsqu'il trafique de trop grandes quantités de drogues qu'il confisque, mais il y a un long chemin à parcourir avant qu'ils atteignent les bornes en ce qui concerne ceux que la société met aux bans. Avec ceux-là, les hommes bleus aiment prendre leur pied.

Des hommes en uniforme bleu ont pris leur pied, il y a quelques mois au quartier Midi, en torturant des sans-papiers algériens.

Des hommes en uniforme bleu ont pris leur pied quand ils ont pris la relève des matons en grève à la prison de Forest ; quand, le 22 septembre et le 30 octobre, ils ont humilié et torturé des détenus.

Rien de nouveau. Rien que la conséquence logique de donner l'uniforme adéquat à des porcs en mal de domination.

Des porcs qui ne craignent pas ou si peu la loi parce que la loi sait qu'elle a besoin d'eux.

Mais il y a bien une chose que ces raclures craignent : c'est que certains décident de passer outre la loi pour se venger.

Quand dans les oubliettes de la démocratie, 200 détenus détruisent plusieurs sections de la prison d'Andenne ; quand ils montent sur le toit ; quand il faut plus de dix heures aux flics aidés par des renforts de Bruxelles et de Namur pour reprendre le dessus et quand les mutins posent ces actes pour protester contre les méfaits des flics à Forest ; le sourire des hommes bleus jaunit.

Quand, pour la même raison, un quartier -Anderlecht-part en émeute ; quand lors de cette émeute un comico brûle ; quand un flic est obligé de se planquer derrière son bureau, de se trimballer 24h sur 24 avec son arme pour se protéger suite à des menaces : les hommes bleus ravalent leur sourire. Ils flippent.

Et ils ont de quoi flipper parce qu'ils sont nombreux ceux que les comicos en feu font rêver. Et nous en sommes. Ça nous rappelle nos rêves d'un monde sans barreaux et sans uniforme. Un monde où il y aurait certes encore à combattre toutes les autres sortes de flicage (de la religion à la famille en passant par la communauté) mais avec quelques ordures de moins.

Nos rêves sont le cauchemar des flics et de leurs maîtres. Qu'ils deviennent réalité !

GAND : DEUX COMPAGNONS INCARCÉRÉS

Dans la nuit du 6 octobre, Jürgen n'est pas rentré chez lui. Il a été arrêté par la police, traîné devant le juge d'instruction et incarcéré à la prison de Gand (Nieuwe Wandeling). Plus tôt dans la journée, la si tolérante ville de Gand accueillait une fois de plus une bande de fascistes. Apparemment ça n'était pas du goût de tout le monde. A différents endroits de la ville, des gens ont exprimé leur opposition en endommageant des symboles de cette société capitaliste. Des distributeurs d'argent partent en flammes, les vitres du palais de justice sont pétées, le feu est bouté à un container d'un chantier Besix (entreprise construisant le nouveau centre fermé),... Un peu plus tard, nous avons appris que Jürgen était accusé d'avoir participé à ces actions.

Les jours suivants, nombre de gens ont été harcelés par les flics. Une semaine plus tard, la police perquisitionne le domicile de Paolo. Il est sommé de se présenter au commissariat deux jours plus tard - le 21 octobre- pour un interrogatoire. Ce jour-là, il est arrêté en rentrant chez lui. Il est lui aussi jeté dans les geôles de Gand.

Leurs détentions préventives ont été confirmées et ils sont passés en procès le 26 novembre. Jürgen risque 18 mois de prison, Paolo 12 mois.

Nous ne nous reposerons pas avant de pouvoir à nouveau embrasser nos compagnons comment et quand nous le voulons.

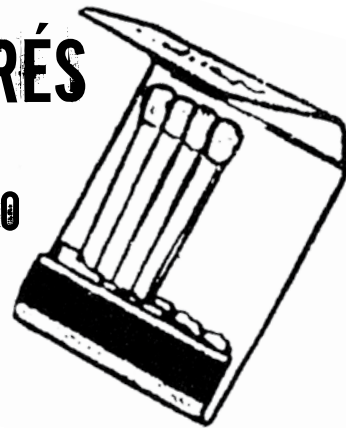
LIBERTÉ POUR JÜRGEN ET PAULO !
CONTRE TOUTE FORME
D'ENFERMEMENT.
POUR LA DESTRUCTION DE LA PRISON
ET DE SON MONDE.

dernière minute :

Mercredi 2 décembre, Jürgen et Paolo ont été relâchés, mais pas sans avoir été reconnus coupables.

Jürgen a été condamné à 1 an de prison avec sursis. Tandis que Paolo prend 6 mois avec sursis.

LETTRE DU COMPAGNON PAOLO DEPUIS LA PRISON DE GAND



Mes chers,

Le 25/10/2009, à 7h50 j'étais cerné dans la rue, alors que je sortais mon chien, par trois membres de la SRN, la Service Nationale de Recherche. Je devais les accompagner au commissariat pour un interrogatoire. Au coin de la rue, un escadron d'intervention spéciale attendait dans un combi blindé au cas où je résisterais. Ces enfoirés ne m'ont même pas laissé dire au revoir à ma fille qui allait à l'école à ce moment-là. La veille, le même service de police avait perquisitionné mon domicile en mon absence. Ils ont confisqué mon ordinateur portable et ont pris toute une série de photos d'affiches politiques etc. Au poste, ils m'ont demandé un alibi pour la nuit de 6 au 7 octobre et ils m'ont posé toute une série de questions à propos de numéros de portables et d'un ami. Après lui avoir montré des photos, un témoin m'aurait reconnu comme une des deux personnes qui auraient incendié un conteneur de chantier cette nuit-là. Après l'interrogatoire, ils m'ont arrêté judiciairement. A 14h, je passais devant un juge d'instruction qui a décidé de m'arrêter, accusé d'incendie volontaire pendant la nuit contre des biens mobiliers. J'ai été transféré à la prison où j'ai été mis en isolement jusqu'au jeudi soir. Ceci probablement pour éviter que je prenne contact avec Jürgen, qui avait été arrêté et placé en détention préventive deux semaines auparavant, avec la même accusation plus celle d'incendie de nuit contre des biens immobiliers. Plutôt rigolo que maintenant, ça fait une semaine qu'on est dans la même cellule. Après cinq jours, je suis passé devant la Chambre de Conseil. Le procureur m'a dit que je suis aussi soupçonné d'autres faits. Le juge d'instruction est venu le jour même avec de nouvelles données sur un portable. Mon avocat avait pourtant dit que ceci n'était pas possible le jour de la comparution devant la Chambre. Donc je me suis fâché. (Pas une très bonne idée dans la Chambre de Conseil, haha). Ca, et le fait que je refuse de collaborer à l'enquête sont des choses qu'ils ne supportent pas : détention préventive prolongée d'un mois.

Maintenant, ça fait deux semaines que je suis dedans et je me suis « habitué » au régime carcéral, dans la mesure où c'est possible bien sûr. Tu te retrouves dans une situation où l'Etat a le contrôle complet sur ton existence physique et t'isole physiquement du reste de la société. Là où, « dehors », il y a une petite possibilité de te soustraire à l'autorité dominante de l'Etat et du capital, ici tu es confronté à une cristallisation des rapports sociaux. Si tu vis dans l'Occident riche et si tu fais partie de la bonne section de la population, tu peux te faire l'illusion que tu es relativement libre. Tu peux consommer à volonté, te perdre dans toutes sortes de réalités virtuelles et, si tu as du fric, tu peux même aller voyager un peu et garder l'illusion que tu disposes d'une liberté (de mouvement). « Dedans », l'illusion est écrasée par l'omniprésence de l'appareil répressif qui contrôle tous tes mouvements et les note convenablement dans de petits rapports. Et si tu ne respectes pas leurs petites règles, ils te donnent un mauvais rapport et/ou ils te jettent au cachot, te placent en régime strict et t'enlèvent certaines « libertés » comme téléphoner, la visite etc. Tout à fait comme dehors, où les privilèges qu'on a (ces libertés artificielles) sont vus comme de la vraie liberté, dedans tu

t'habitués après un certain temps à quelques privilèges (comme la promenade, téléphoner, etc.) et tu ne conçois plus le fait d'être enfermé comme le problème, mais bien la sauvegarde de certains privilèges comme solution à tes problèmes. Finalement, aussi ici, tu peux, si tu as de l'argent, consommer à volonté et te sentir mieux à cause de ça. Te sentir comme si tu te trouves dans un hôtel bon marché avec la seule différence que tu ne peux pas aller te promener sur la plage pour regarder des singes, mais où tu dois rester tout ce temps de merde en cellule, sans grogner...

Je vais bien, et Jürgen aussi, en dehors du fait qu'on est donc traité comme des mouflets (on ne peut même pas avoir de briquet ou d'allumettes en cellule). Pour le reste, c'est souvent ta propre attitude qui détermine comment les autres prisonniers et les matons te traitent, bien sûr qu'il y a des enfoirés et des conasses partout. Le plus difficile, c'est de rester hors de la hiérarchie qui règne ici (la même qui, à l'extérieur, est seigneur et maître du sort des milliards). Et ceci dit, je ne veux pas seulement dire la hiérarchie entre l'Etat (matons, flics) et les prisonniers, mais aussi entre prisonniers eux-mêmes. Car cette hiérarchie est bien dessinée ici et tu ne dois pas penser, en petit anarchiste, à attaquer cette structure ou sinon, pour ainsi dire, ils te mettent une fourchette dans l'estomac.

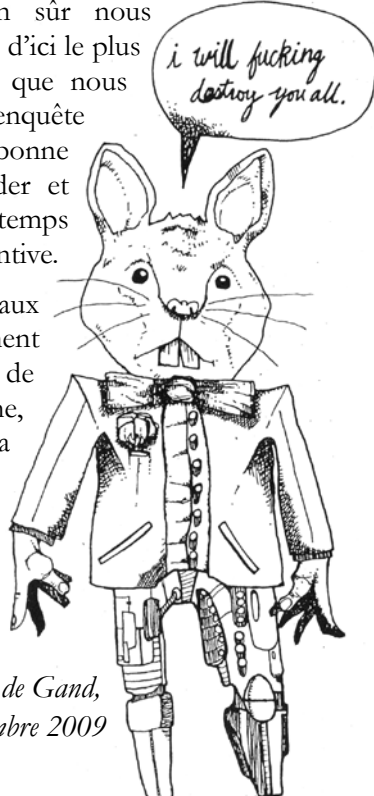
Tant que les rapports de pouvoir dans toute la société ne sont pas bouleversés, ces structures ici resteront debout. La destruction des prisons, de toutes ses structures et de toutes ses formes, comme une partie d'un appareil répressif et totalitaire, ne peut prendre corps que dans une lutte totale qui vise à détruire le capitalisme et son outil, l'Etat. Amen.

Normalement, je devrais passer à nouveau fin novembre devant la Chambre de Conseil, mais ça a été avancé vers le 9 novembre, la date où Jürgen doit aussi comparaître devant la Chambre. Bien sûr nous voulons tous les deux sortir d'ici le plus vite possible, mais le fait que nous ne collaborons pas à l'enquête leur donne bien sûr une bonne occasion de nous emmerder et de nous garder le plus longtemps possible en détention préventive.

Jusque là, nous restons aux frais de l'Etat, généralement avec un sourire, mais avec de temps en temps une larme, mais toujours libres dans la pensée !

POUR UNE SOCIÉTÉ
SANS CLASSES ET
SANS PRISONS !

Paolo Prison de Gand,
début novembre 2009



du désordre ...

7/07 RONSE - Un véhicule de la SNCB a été incendié pendant la nuit sur le parking de la gare.

16/07 COLFONTAINE - Toutes les vitres de la maison du peuple de Colfontaine [propriété du Parti Socialiste] ont été brisées par des inconnus.

19/07 LIEGE Dans la nuit de dimanche à lundi, le feu a été bouté à un conteneur à déchets. Les pompiers ont réussi à limiter les dégâts.

22/07 DIEST - Des inconnus ont déversé de l'acide sulfurique sur la façade de la maison de Carri Claes à Diest. L'acide a bien endommagé les murs et le garage. Monsieur Claes estime que cette acte de malveillance pourrait être une représaille parce qu'il avait balancé des sans-papiers qui travaillaient sur un chantier.

22/07 GERAARDSBERGEN - Des inconnus ont complètement ravagé le bureau des Vigiles de la Ville de Geraardsbergen. Ils ont brisé toutes les vitres pour ensuite détruire le mobilier à l'intérieur.

22/07 LIEGE - Vers 9h du matin, un gardien de parking repère un tas de dix pneus reliés les uns aux autres par une cordelette orange, un bidon duquel on avait répandu l'essence ainsi qu'une banderole sur laquelle était écrit : " Feu aux prisons ". Les démineurs d'Heverlee ont été appelés sur place tandis que la police procédait à l'évacuation d'un large périmètre. Le gaz fut aussi coupé dans tout le quartier. Par mesure de sécurité, les magasins proches de l'endroit ont été fermés.

23/07 GAND - «Le matin du 23 juillet, le consulat italien a été bombé, deux containers-poubelles en feu ont été poussés contre la façade de l'Office flamand de l'Emploi (VDAB) et une agence Argenta (sponsor du Vlaams Belang) a été attaquée avec des bombes de peinture. Ces actions ont été menées en mémoire du meurtre de Carlo Giuliani à Gênes, il y a 8 ans, et en réponse à la politique répressive de l'Etat italien. Carlo vive ! Révolution sociale maintenant ! Commando Carlo Giuliani»

27/07 SAINT-GILLES - Après la promenade, vers 18h30, des détenus ont refusé de réintégrer leurs cellules. Ils ont bouté le feu à du mobilier dans un local près du préau.

28/07 MERKSPLAS - Six prisonniers ont tenté de s'évader de la prison de Merksplas en utilisant une échelle trouvée sur un chantier à l'intérieur de la prison pour passer le mur. Deux ont été repris par des gardiens, deux autres par les flics une heure plus tard et deux autres ont disparu dans la nature.

1/08 ALOST - A quatre endroits différents, des inconnus ont mis le feu aux déchets posés devant des magasins de vêtements. Les dégâts sont relativement importants

4/08 ARLON - 3 écoles ont été vandalisées ; une 4e, désaffectée, a brûlé hier. Plusieurs portes et fenêtres ont été cassées Il y avait de la peinture sur les murs, de la colle a été versée dans des livres et des dictionnaires, de la gouache et des boissons ont été déversées par terre tandis que les murs étaient bariolés. Sur un tableau, à l'étage, les vandales ont dessiné un mouton à côté duquel il est écrit " Anarchie au pays des brebis, rébellion au pays des moutons ".

3/08 Bruxelles - Trois détenus sont parvenus à se faire la belle du palais de justice grâce à l'aide de deux complices armés qui ont surgi à l'audience.

7/08 ARLON - Durant la nuit, le feu est bouté à deux véhicules de La poste. Quatre autres seront aussi endommagés par les flammes des deux premiers. Deux personnes sont arrêtées dans les jours qui suivent. Samedi en fin de journée, le parquet d'Arlon annonçait l'interpellation d'un jeune mineur d'âge et d'un majeur. [Rappelons que la Banque de la Poste gère les comptes des prisons et des centres fermés en Belgique]

8/08 LOUVAIN - Des inconnus ont attaqué le Bureau de la Poste de Kessel-Lo. Ils ont cassé l'entrée et toutes les vitres du bâtiment. Un slogan a été peint sur le mur : «Vive les évactions». (La Banque de la Poste gère les comptes des prisons et des centres fermés en Belgique.)

du sable dans les moteurs...

...des machines à construire un nouveau centre

Brique après brique, coulée de béton après coulée de béton, l'Etat fait construire un nouveau centre fermé à Steenokerzeel, à côté du 127 bis. Le centre est conçu sur le modèle carcéral, c'est-à-dire avec des cellules individuelles et un minimum d'espace collectif (et donc d'espace d'organisation). Il est destiné aux détenus qui vivraient de manière un peu trop agitée leur détention et à ceux dont l'expulsion est imminente. L'achèvement de cette nouvelle prison est prévu pour l'été 2010. Il est clair que l'existence de ce centre sera comme une nouvelle épée de Damoclès pointée sur tous ceux qui auront la détermination de se révolter.



engeolés

Et de révoltes, il en est question aussi bien dans les centres fermés que dans les autres taules de l'Etat. Cela fait des années que ça chauffe du côté des détenus : qui a oublié quand les détenus du centre fermé 127 bis ont foutu le feu à leur cage lors de l'été 2008 ? Il semble que les cellules d'isolement qui existent déjà dans les 6 centres fermés belges, et où l'on fait croupir ceux qui s'agitent, n'aient pas été suffisantes pour leur faire passer l'envie de casser les barreaux de leur prison. D'où la création de ce nouveau centre spécifique pour les « cas difficiles » construit sur le modèle carcéral. Ce nouveau centre vient s'ajouter au 6 autres existants (Steenokkerzeel, Vottem, Merksplas, Bruges, Inad, 127), et aux nombreuses taules existantes et à venir. Outre le centre, en effet, taule spécifique pour la catégorie des « irréguliers », l'Etat se fait grande joie de nous annoncer la construction d'une dizaine de prisons dans les années à venir. Elles viendront s'ajouter aux quartiers d'isolement de la prison de Bruges - récemment construit, aussitôt détruit par des détenus puis reconstruit - et de Lantin qui viennent en réponse à trois années de mutineries dans les taules belges.

gérés

Les centres fermés, comme les taules, sont l'un des éléments de la gestion sociale et économique de la population. Le rôle économique des centres est assez évident. L'Union européenne est en train de se construire un espace aux frontières renforcées avec un cordon de pays périphériques bien gouvernés selon ses critères libéraux et démocratiques. En clair, cela signifie, dans le domaine de l'immigration qu'elle finance, outre le renforcement des frontières, la construction de camps dans ces pays. Elle y déporte les clandestins attrapés aux frontières. L'Italie ne se prive pas, par exemple, de rediriger les boat people qui tenteraient d'accoster sur son sol vers les camps lybiens - quand elle, et les autres pays du pourtour méditerranéen, ne les forcent tout simplement pas à crever dans les eaux internationales.

En même temps, l'Union tolère une certaine porosité de ses frontières pour maintenir une main d'œuvre clandestine bon marché. Aux patrons, elle offre le moyen de pression qu'est la peur du centre fermé et de l'expulsion pour faire plier cette main d'œuvre.

L'immigration comme politique économique n'est certes pas une stratégie nouvelle. Dans les années soixante ce sont les italiens que l'Etat belge a fait venir pour remplir ses mines. Mais le capitalisme mute, un nouveau créneau s'ouvre. Il ne s'agit plus de faire venir en masse, mais bien de sélectionner ici et dans les pays tiers les individus rentables. Donc, d'un côté l'Etat joue sur la main d'œuvre clandestine ou sur une main d'œuvre contrôlée par l'octroi d'un permis de séjour de durée limitée et conditionné par l'obtention d'un contrat de travail; de l'autre côté sur l'immigration choisie. L'immigration choisie (ou économique) c'est quand l'Etat belge, et plus largement l'Union européenne, installent leurs comptoirs dans les pays extra-européens pour recruter directement de la main d'œuvre qualifiée, scientifique, Mais c'est aussi l'idée qui se retrouve dans la dernière régularisation de masse (circulaire du 18 juillet) qui se base, entre autre, sur des critères de rentabilité

pour décider qui a droit à des papiers (les critères envisagent les qualifications du demandeur d'asile et dans quelle mesure ces qualifications sont utiles à un secteur en manque de main d'œuvre).

Technocratie, quand tu nous tiens : Les humains sont, dans les plans des dirigeants, des pions à déplacer et utiliser dans une perspective de rentabilité et de bonne gestion. La Belgique est même à l'avant-garde dans le domaine de l'objectivation des humains puisqu'elle a décidé de louer des cellules aux Pays-Bas pour y envoyer des prisonniers belges.

normés

Mais la taule, le centre fermé, sont bien plus qu'une gestion économique. L'un des aspects de la taule, du centre fermé, c'est aussi d'intégrer la population par la peur. La peur de tomber, mais aussi cette peur de faire partie des parias qui fait se serrer les individus, mus par un instinct grégaire, dans la chaleur réconfortante de la norme. Et la norme aujourd'hui c'est la citoyenneté.

La taule, comme stratégie de pouvoir, sert de repoussoir à la société. Le prisonnier, cette anti-thèse du citoyen, tout comme le « délinquant » et de plus en plus, le « vandale », « l'incivique » servent de contre-modèles. Tout dans les médias, dans les politiques, dans les discours démocratistes des gôchistes poussent à s'y identifier par la négative. Derrière ces discours, on retrouve cette idée de la Société, du Bien Commun, la Foi en la Démocratie et la délégation de la résolution de nos problèmes à l'Etat.

Ce rôle de la norme citoyenne est d'autant plus présent dans les discours de ceux qui s'organisent dans l'espoir de se faire régulariser par l'Etat qu'ils doi-

vent montrer leur capacité à intégrer les valeurs de la démocratie. Difficile alors de discerner ceux qui servent le discours citoyen par stratégie et ceux qui y croient vraiment et qui ne demandent qu'à être intégrés. Mais ce discours n'est pas sans conséquences, la première d'entre elles étant de renforcer l'intégration de la norme citoyenne comme condition préalable à une régularisation. La seconde étant que l'espace pour mettre quelque chose d'autre en avant, pour sortir du revendicatif, de la recherche de crédibilité et de légitimité (auprès des médias, des politiciens) est restreint, d'autant plus quand toute une série de gôchistes embraient sur le thème de l'honnête sans-papiers, travailleur, victime, innocent, ancré et prêt à s'intégrer.

innocents

Or, il y a des évidences qu'il s'agit de casser. A commencer par ces catégories et ces figures. Dire que les centres fermés sont des taules est assez commun, il n'y aura pas un humaniste ou un gôchiste pour le contredire. Par contre, là où ça accroche, c'est quand des tentatives sont faites de casser le discours des « innocents » sans-papiers des centres, et des « coupables » criminels des taules est souvent moins évident. En somme beaucoup voudraient voir dans le délit de clandestinité une simple erreur administrative à régler, et dans la condamnation des « criminels » une punition légitime de la société. Mais remettons les pendules à l'heure : traverser une frontière est un délit condamnable et condamné, ce n'est pas une erreur administrative, mais la conséquence logique d'un monde composé d'Etats délimités par des frontières et qui entendent contrôler leur population.

Quant à la « Société », cette grande illusion, et son corollaire le « contrat social » dont on nous rabâte les oreilles, nous en sommes encore à nous demander quand, depuis que l'Etat moderne en a fait son leitmotiv, nous avons eu l'occasion d'en examiner les termes. L'Etat voudrait nous faire croire qu'en naissant dans ce monde, on signe automatiquement pour une espèce d'intérêt général au-dessus de nous. Un intérêt « général » qui correspond, somme toute, assez bien avec les intérêts financiers et de puissance de quelques uns. Une illusion qu'à coup de répression aussi bien qu'à coups de monnayage tel que le confort techno-

logique, l'assurance d'une vie bien tranquille dans les bras de l'Etat Providence, l'illusion d'un choix dans la marchandise politique et la possibilité d'avoir sa part de domination, s'est si bien ancrée qu'elle en est devenue une évidence sociale. Au point que l'intérêt des dominants devienne l'intérêt de tous.

Cette distinction « innocent », « coupable », rentre d'ailleurs parfaitement dans la stratégie de l'Etat belge pour justifier les centres puisque c'est entre autre sous cet argument qu'il fit construire le premier centre fermé en 1992. Puisqu'il y avait des personnes pour s'opposer à l'enfermement des « illégaux » dans les prisons, l'Etat y trouva une excuse pour leur construire des taules spécifiques. C'est d'ailleurs le même argument qui

est repris actuellement au Luxembourg pour construire le premier centre fermé. Ces raisons d'Etat, sont un argument de plus pour rejeter ces catégories d'innocence ou de culpabilité.

La figure du sans-papier, pauvre, victime, et de bonne volonté est une construction utile à ceux qui luttent à partir de catégories (les sans-papiers, le peuple untel, les sans-...), mais a quelque chose d'engluant pour ceux qui s'attaquent à toute autorité. Pourquoi les individus d'une catégorie construite artificiellement par les Etats, et reproduite socialement, échapperaient aux relations de pouvoir qui caractérisent le reste de la société ? Oui il y a des « sans-papiers » qui jouent sur des appartenances communautaires pour en exploiter d'autres.

Dessine moi un centre...

Il existe dans le petit Etat de Belgique 6 centres fermés (et bientôt 7 ?) : l'INAD, situé dans la zone de transit de l'aéroport de Zaventem ; le 127, en bordure de piste à Melsbroek ; Le 127bis à Steenokkerzeel, en bout de piste de l'aéroport national ; le centre de Bruges ; le centre de Merksplas (près d'Anvers) ; le centre de Vottem (près de Liège).

Ils se font joie « d'accueillir » les étrangers en attente d'une expulsion. L'INAD et le 127 ont un statut particulier : le premier enferme ceux qui sont directement refoulés à la frontière en attente d'un prochain vol ; le deuxième enferme les migrants qui font des demandes d'asile à la frontière.

A la joie de faire un tour derrière les murs des centres fermés quiconque

- 1) a reçu un avis d'expulsion
- 2) est en cours de procédure mais dont l'Etat estime que la demande n'aboutira pas
- 3) introduit une demande d'asile à la frontière.

C'est l'Office des étrangers qui décide de l'enfermement et toute personne qui fait une demande d'asile sait que recevoir une invitation de l'Office peut signifier un envoi direct dans un centre.

Officiellement, la durée maximale d'enfermement est de 2 mois qui peuvent se transformer en 5 mois sous certaines conditions voire 8 mois quand l'Etat considère que l'individu est un problème pour la sécurité publique. En réalité à chaque tentative d'expulsion échouée, le compteur est remis à zéro. Vu la longueur de la procédure d'asile, qui dépasse souvent les 2 mois, et la difficulté à expulser certaines personnes faute d'avoir réussi à leur déterminer une identité, une majorité de personnes est remise à la rue souvent avec un ordre de quitter le territoire, en clair ils sont clandestins. Il arrive aussi que les flics s'amuse à faire sortir un détenu pour le rechoper directement et prolonger ainsi sa détention.

Pour les expulsions, les détenus sont amenés en fourgon cellulaire depuis le centre jusqu'à l'aéroport de Bruxelles-nationale (Zaventem) où, accompagnés de flics, ils sont embarqués à l'arrière d'un avion avant les autres passagers.

En cas de résistance les flics peuvent à l'occasion ligoter les détenus (et en profiter pour les torturer, histoire de rigoler), les bourrer de calmants ou utiliser une camisole de force.

Dans les centres mêmes il n'est possible de faire confiance à aucun travailleur : les assistants sociaux essaient de convaincre les détenus de repartir volontairement et les médecins sont les mêmes qui prescrivent les calmants pour faciliter les expulsions.



Oui, il y a des trafiquants d'êtres humains de toute origine qui se font un max de thunes sur ce qu'ils considèrent comme du bétail. Le reconnaître, c'est aussi faire un pas hors d'une espèce d'humanitarisme qui verrait dans cette catégorie le bon sauvage, la victime, le désespéré ; c'est se donner la possibilité d'intégrer une lutte contre toute forme d'autorité dans la lutte contre les frontières.

révoltés, mais pourquoi?

Entamer, aujourd'hui, une lutte contre la construction du nouveau centre fermé offre l'occasion de dépasser concrètement les figures du « sans-papiers » et du « Belge » en se liant directement avec des personnes à partir d'un contenu et non plus à partir de catégories. Et cela d'autant plus à un moment où les régularisations massives viennent remplir les attentes d'une partie des sans-papiers organisés. En effet, si d'un côté les occupations ont pu créer une dynamique de lutte qui parfois a pu déborder du revendicatif (en tout cas à Bruxelles),

leur reflux suite à la nouvelle directive pourrait aussi permettre d'élaborer une lutte sur des bases propres qui ne soient ni dépendantes de l'urgence des situations personnelles ni d'une logique de soutien.

Reposer la question des camps de l'Etat dans le domaine public, empêcher si possible que celui-ci se munisse d'un nouvel outil de répression. Poser la question des centres ne se limite pas à leurs seuls territoires mais à toute la mécanique sociale qui les fait exister. Il y a dans cette mécanique des techniciens qui porte plus de responsabilité que d'autres : qui décide? **L'Office des étrangers, les partis...** Qui construit ? **BESIX, Jacques Delens,...** Qui rafle ? **La police, la STIB, la SNCB, ...**

Mais la question de ce qui fait exister les rafles, les centres et les expulsions est plus large. Elle touche à cette odeur malsaine qui émane du tréfond des rapports sociaux. Une odeur de racisme, une odeur de commerce, une odeur de normes et d'évidences assassines, d'exploitation à tous les niveaux... que recouvre l'odeur insipide du démocratisme. Les centres, comme toute domination, existent parce que des personnes au sein des institutions et des structures marchandes en décident ainsi, mais aussi parce qu'il existe un assentiment diffus, une acceptation largement répandue au sein de la population. Ils existent aussi parce que, avec ou sans-papiers, il y a toujours des personnes pour tirer profit des autres en jouant sur des appartenances et sur des catégories.

Développer une lutte autour de cette question, c'est donc développer une lutte contre tous ces mécanismes qui font exister le vieux monde : patriarcat, exploitation, morale (religieuse, nationaliste, militante,...)... Seulement alors, on sort des luttes partielles pour attaquer la totalité des rapports qui nous oppressent. Alors on peut faire exister le conflit avec l'existant au sein des luttes elles-mêmes.

Se lier sur un contenu, pour nous, cela signifie pouvoir remettre en avant des bases révolutionnaires et anti-autoritaires. En pratique cela signifie des relations sans médiations, le refus des hiérarchies, l'attaque directe, ... Cela signifie aussi de toujours tenter d'élargir une lutte spécifique à l'attaque de l'existant dans sa totalité. Cela signifie, enfin, se méfier des alliances douteuses. Ne pas oublier la force du citoyennisme, de l'attrait de l'idéologie dominante qui peut à tout moment séparer les « bons » des « méchants », les « innocents » des « coupables » ; tout en retenant aussi que les personnes changent, et que si certaines sont définitivement ancrées dans la défense de la société, ils sont beaucoup aussi à en quitter ses chemins trop droits. Et dans les chemins obscurs et tortueux des bois, il y a des rencontres à faire.

Quelques brigands ont d'ailleurs déjà fait quelques sorties dans les clairières fiquées de la société pour attaquer la machine à expulser. Ci et là, on les retrouve empêchant un contrôle d'identité dans un bus ou dans la rue ; attaquant des compagnies qui se font du blé sur l'enfermement ; diffusant des appels à la révolte sur les murs ; ou encore boutant le feu à leur cellule...

ALORS REJOIGNONS, NOUS AUSSI, LES BOIS OBSCURS, POUR Y PRÉPARER L'ATTAQUE DE LA DOMINATION.

De joyeux lurons font irruption dans une salle de vente de la compagnie de transports en commun De lijn à Louvain. Ils bouchent les guichets à la mousse expansive et laissent le tract reproduit ci-dessous:

« Comme tout le monde, nous avons déjà du faire face à cette situation :

On est assis dans le bus sans faire trop attention, et tout d'un coup à l'arrêt suivant une meute de contrôleurs fait irruption. Ils exigent que chacun s'identifie et fasse voir son ticket. Toute personne qui ne peut ou ne veut pas suivre cette injonction se fera sortir du bus. Le reste des gens détournent les yeux, heureux de ne pas être confronté à ce problème. Ceux qui n'ont pas de papiers sont emmenés vers un camp de déportation par les chiens du service des affaires étrangères.

ET ON EN A MARRE.

Nous ne pouvons plus rester passifs pendant que des centaines de personnes sont détenues et déportées !

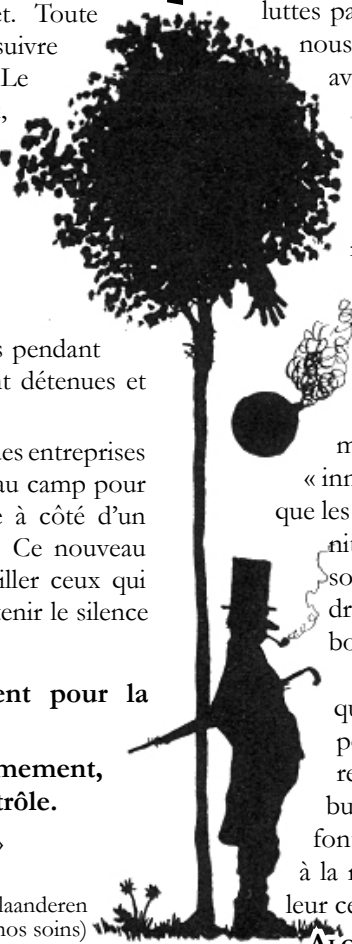
En ce moment même, l'Etat et quelques entreprises sont occupés à construire un nouveau camp pour sans-papiers à Steenokkerzeel, juste à côté d'un autre camp déjà existant, le 127bis. Ce nouveau centre est mis en place pour surveiller ceux qui ne se laissent pas faire et pour maintenir le silence pour de bon.

Solidarité avec ceux qui luttent pour la liberté !

Contre toutes les formes d'enfermement, de domination et de contrôle.

POUR LA LIBERTÉ »

(tract trouvé sur indymedia oost-vlaanderen et traduit par nos soins)



vite fait, bien fait...

UN ALLER SIMPLE POUR LE (NOUVEAU) CENTRE FERMÉ

UN TRAM OU UNE RAME DE MÉTRO À L'HEURE DE POINTE. Dernière escale d'une longue journée de travail ou de présence à l'école. L'écoeuvante odeur de parfum se mêle à celle de la transpiration tandis que se mène l'inévitable combat au corps à corps pour conquérir la place du repos du guerrier. Règne le sentiment d'une vie bien réglée qu'on ne pense même plus pouvoir changer. encore quelques arrêts et le transport de biens touchera à sa fin. Les portes s'ouvrent dans un bruit de soulagement et chacun reprend son « propre » chemin : une masse fluide envahit les escalators et les couloirs venteux. Juste avant la frontière imaginaire de la zone sous contrôle, elle se heurte à un régiment entier de contrôleurs, quand ce n'est pas à une rafle organisée. Chacun réagit à sa manière : les bons élèves se précipitent tickets à la main pour être contrôlés, mais tout le monde n'est pas prêt à subir cette humiliante inspection sanitaire. Ici, un refus en règle ; là une personne tente de rebrousser chemin, à contre courant du bon déroulement des choses.

Et pour d'autres c'est le contrôle en bonne et due forme, non seulement imposé par la STIB, mais aussi rendu possible par l'acceptation des « passants irréprochables » qui détournent les yeux et finissent par trouver ça normal. Encore une fois c'est le chacun pour soi qui l'emporte, là où la solidarité pourrait porter ses fruits.

PAS DE TICKET, DONC CONTRÔLE D'IDENTITÉ. Pas de papiers, donc... transfert direct vers le flic de service. A partir de là, le nombre d'arrêts pour la destination finale se succèdent à grande vitesse : commissariat et, pour la plupart, centre fermé en attente d'une expulsion. Le lien entre un « simple contrôle » et les camps de déportation est toujours plus évident, notamment grâce à la bonne participation des sociétés de transports publics - STIB, TEC et De Lijn - qui perfectionnent sans cesse leurs systèmes de contrôles (caméras, contrôleurs armés, carte à puce mobib, portiques,...).

MAIS CETTE DERNIÈRE ESCALE n'est pas toujours reçue comme une fatalité. Parmi bien d'autres révoltes collectives et individuelles, le 24 août 2008, des détenus du centre fermé pour étrangers de Steenokkerzeel ont bouté le feu à cette prison. Le feu de joie a dévasté deux des trois ailes du camp.

POUR EMPÊCHER DE TELLES EXPLOSIONS de révoltes dans le futur, l'Etat belge a lancé, en mai 2009, la construction d'un nouveau centre fermé à deux pas de l'aéroport de Zaventem. contrairement aux autres centres fermés, celui-ci sera basé sur un régime de cellules individuelles. Ce camp de déportation sera alors la place par excellence pour enfermer les détenus rebelles et récalcitrants et pour toucher en plein vol chaque expression de révolte. Révolte qui reste pourtant la seule issue possible, tant à l'intérieur des prisons que dans la rue ...

IL EST POSSIBLE DE S'ATTAQUER À CE NOUVEAU CHANTIER et à l'ensemble du système qui a besoin d'écraser des gens pour se maintenir. Perturbons dès maintenant Besix, la STIB, La Poste, Sodexho, Dalkia et l'ensemble des institutions et des structures qui collaborent à cette politique.

SABOTONS LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE FERMÉ !



-festival des libertés?
-construction d'un nouveau centre
fermé!

Entraînement: *un, deux, on s'échauffe la langue; on bonge les lèvres; étirement du bras en prévision du vote; opinions aiguisées. Voilà. Paré : dans quelques instants nous allons exercer la démocratie!*

C'est le moment d'aller rechercher tes droits et libertés folkloriques et de leur donner libre cours dans cette causerie festive. Pas de raison de s'inquiéter : après coup, toute la panoplie sera à nouveau bouclée dans l'armoire à trophées et tout reprendra son cours normal.

Après, quand les discussions enflammées se seront refroidies et auront été rangées, la construction d'un nouveau centre fermé pour clandestin continuera tranquillement son cours;

Après, on continuera à construire une poignée de nouvelles prisons et les rafles reprendront des proportions de chasse à courre.

Car ça, c'est la démocratie par excellence: lâcher la bride aux opinions, mais étouffer dans l'oeuf toute possibilité d'agir. Les causeries de la démocratie camouflent le silence écrasant de la résignation.

Le 16 octobre, Besix, l'une des compagnies qui construisent le nouveau centre fermé à Steenokkerzeel, a reçu une visite inattendue: mobilier renversé, murs peinturlurés, et comme message: «127 tris jamais».

Mais il existe mille et une possibilités de briser le silence des pantouffes et bien plus à faire de tes convictions qu'une relique démocratique. Nous pouvons réagir aux contrôles et aux rafles; nous pouvons lutter contre la construction de cette nouvelle prison pour clandestins et réaliser nos propres luttes loin de la mendicité démocratique...

PAS DE FESTIVAL DES LIBERTÉS DANS
L'OMBRE D'UN NOUVEAU CENTRE
FERMÉ!

ennemisdesfrontieres.blogspot.com

Tract distribué lors d'un débat autour de l'immigration organisé dans le cadre des festival des libertés.
Ce festival est organisé par tout ce qui se prétend progressiste à Bruxelles.

Il était une fois un ogre nommé Etat et une chimère nommée Société

HISTOIRE D'ETAT, DE PETITS HOMMES ET FEMMES REBELLES
ET D'UN NOUVEAU CAMP POUR LES PETITES FEMMES ET HOMMES MIGRANTS

Apparut, un jour, Etat.

Dès lors qu'il naquit, Etat ne cessa de se reproduire et de prospérer au point de recouvrir la Terre. Il y eut alors Etat France, Etat Chine, Etat Grandfrèreaméricain... et même Etat Belgique. Etat était à la fois l'instrument des méchantes personnes Kinensekopouvoir et son propre maître.

Les Kinensekopouvoir, pour convaincre les petits hommes et les petites femmes de renoncer à leur liberté, avaient créé la chimère Société. Société prétendait représenter l'intérêt général pour que ceux qui la composent soient des êtres tristes et soumis. Ainsi, depuis tout petits, le petit homme et la petite femme étaient enseignés à respecter l'autorité, à se soumettre, à se conformer et surtout à ne pas...péter de travers. Petits hommes et femmes étaient censés aller dans la vie les yeux vides avec comme seules étincelles la possibilité de faire du shopping ou une carrière.

Mais depuis qu'Etat existait, il y avait toujours eu des «individus», des petits hommes et femmes qu'Etat craignait et tentait de maintenir sous contrôle. Certains avaient été désignés dangereux par Etat parce qu'ils se révoltaient régulièrement contre l'intérêt général auquel ils ne croyaient pas. D'autres, particulièrement dangereux, ne s'étaient pas laissés prendre au tour de passe-passe des Kinensekopouvoir et avaient décidé de leur faire leur fête. Ainsi, régulièrement des émeutes éclataient, ou un anarchiste faisait sauter quelques têtes couronnées.

Mais il y avait aussi ceux qui dérangent l'Etat par le simple fait d'exister. Ainsi, dans Etat Belgique, arrivaient régulièrement des petits hommes et femmes que l'envie avait pris pour diverses raisons,

peu importe, de venir s'installer. Mais Etat Belgique, comme ses frères d'Europe, ne l'entendait pas de cette oreille. Il décida d'abord de faire une liste avec des critères hasardeux basés sur des accords politicards avec ses autres frères - Etats d'Afrique, d'Asie et d'Amérique - pour désigner ceux qui seraient admis comme «réfugiés politiques». Mais, Etat Belgique n'ayant pas de limites à son cynisme décida d'aller plus loin en invoquant, une fois de plus, le grand intérêt général de l'Economie pour proposer «immigration choisie». Immigration choisie consiste à accepter les petits hommes et femmes, nés hors du territoire Europe, qui rempliront les critères adéquats de rentabilité.

Pour maintenir la pression sur ceux qui s'obstineraient à ne pas correspondre à ses catégories, Etat Belgique construisit des camps, appelés pudiquement centres fermés, où il les engeola. Pourtant, la situation n'était pas pacifiée. De temps à autres éclatait une mutinerie, des prisonniers mettaient le feu à leur cellule, brûlaient une aile de leur cage...

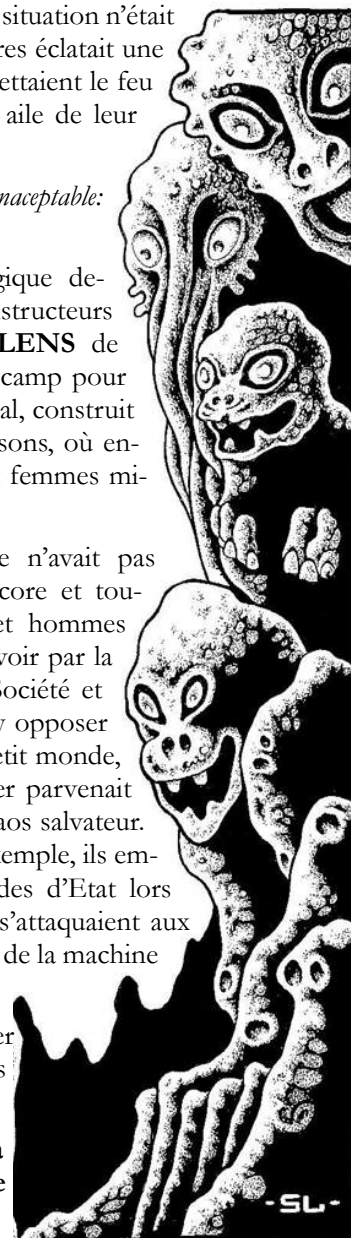
Alors Société dit: «C'est innacceptable: faites les taire!»

C'est pourquoi Etat Belgique demanda à ses sous-fifres, constructeurs immobilier, **BESIX** et **VALENS** de construire un tout nouveau camp pour l'année 2010. Un camp spécial, construit sur le modèle des autres prisons, où enfermer les petits hommes et femmes migrants révoltés.

Mais ce qu'Etat Belgique n'avait pas prévu c'est qu'il existait encore et toujours des petites femmes et hommes qui ne s'étaient pas laissés avoir par la grande mystification de la Société et qui étaient bien décidés à s'y opposer quotidiennement. Tout ce petit monde, quand il se décidait à s'agiter parvenait parfois à créer un peu de chaos salvateur. Il y avait chaos quand, par exemple, ils empêchaient le travail des gardes d'Etat lors des contrôles, ou quand ils s'attaquaient aux techniciens et au conducteur de la machine à exploser.

Arriveront-ils à perturber l'Ordre normal et normé des événements?

Pour le savoir, c'est à nous d'écrire la suite de l'histoire....



(texte repris d'une affiche collée sur Bruxelles)

ILS CONSTRUISSENT UN NOUVEAU CENTRE FERMÉ A STEENOKKERZEEL...

En ce moment même, une nouvelle prison est en train d'être construite. Une prison pour sans-papiers, et plus exactement, une prison pour les sans-papiers qui ne se laissent pas faire et qui se révoltent. Le gouvernement construit cette prison pour isoler les troubles-fêtes et pour en finir avec les révoltes incessantes de ces dernières années à l'intérieur des centres fermés belges. Au-delà de ce projet, l'Etat a encore bien d'autres plans ambitieux. Dans les années à venir, c'est la construction de pas moins de dix prisons qui est prévue, dispersées sur l'ensemble du pays. Comme cette mise en place demande du temps, l'Etat est allé voir du côté des voisins du nord s'il ne pouvait pas y stocker des prisonniers en attendant.

Les prisons sont là pour forcer le gens à accepter cette réalité. Et la réalité c'est que nous sommes des prisonniers. Peut-on encore imaginer quelque chose qui ressemble vraiment à la liberté? De l'école à l'usine, des institutions psychiatriques aux centres pour mineurs, des cages qui nous servent d'appartements aux églises, des centres fermés aux prisons, il semble qu'il n'y ait presque plus d'espace pour nous exprimer.

MAIS JUSTEMENT, EXPRIMONS NOUS! BRISONS LA TRANQUILLITÉ ET ENTRONS EN CONFLIT AVEC TOUT ET TOUT LE MONDE QUI SE DRESSE SUR LA ROUTE ENTRE NOUS ET NOS RÊVES DE CE QUE POURRAIT ÊTRE LA LIBERTÉ!

Prenons d'assaut les nouvelles et les anciennes prisons jusqu'à ce que leurs fondations rendent l'âme!

(texte d'une affiche trouvée sur www.cemab.be)

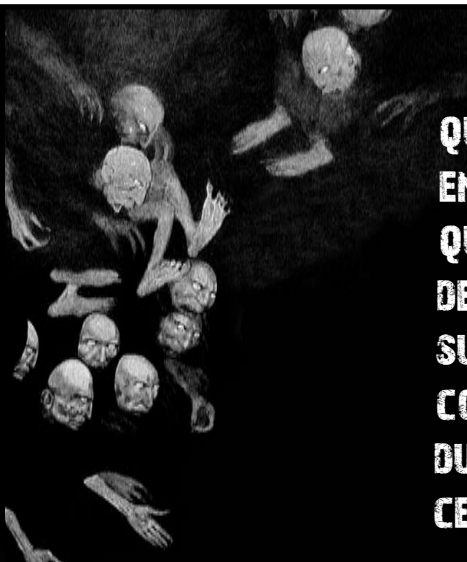
ILS SACCAGENT L'ENTREPRISE QUI CONSTRUIT UN NOUVEAU CENTRE

Le 16 octobre, une vingtaine de vandales masqués ont envahi en fin de matinée les bureaux de l'entreprise de construction. Ils ont alors saccagé tout le mobilier, ont projeté de la peinture noire partout, abîmé du matériel de bureau, des ordinateurs, des peintures et des flatscreen et déversé un produit odorant sur le sol. La salle d'accueil, plusieurs bureaux et des espaces de conférences ont été saccagés. Des slogans ont été mis sur un mur : "No borders" et "127 tris JAMAIS".

Les vandales ont également déclaré que leur acte était "la conséquence de la construction des prisons". (...)

Leur méfait accompli, les individus ont pris la fuite sans être inquiétés.

(Info tirée de la presse officielle et trouvée sur <http://cettesemaine.free.fr>)



**QUELQUES
ENTREPRISES
QUI SE FONT
DE LA THUNE
SUR LA
CONSTRUCTION
DU NOUVEAU
CENTRE FERME**

THE BRUSSELS AIRPORT COMPANY (BIAC)

Propriétaire du terrain



Groupe d'entreprises de
construction

Gemeenschappenlaan 100
Woluwe



Architectes et ingénieurs

Kortrijksesteenweg 1092
Sint-Denijs-Westrem



Infrastructure et avis pour
les chantiers.

Humaniteitslaan 233
Drogenbos
Fabriekstraat 61
Zaventem



Entrepreneur de construc-
tion

Impulsstraat 24-29
Heist-op-den-Berg

Koppenstraat 2 Booischot



Bureau d'ingénieurs

Stapelplein 32
Gent



Bureau de contrôle tech-
nique pour la construc-
tion

Aarlenstraat 53
Etterbeek

Pour une liste plus complète des crapules qui se font de la thune sur la construction du nouveau centre voir <http://theblackliststeenokkerzeel.blogspot.com>

vite fait, bien fait



NON À LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE FERMÉ!

DEPUIS QUELQUES MOIS, un nouveau centre fermé pour sans-papiers se construit à Steenokkerzeel et devrait être fini dans le courant de 2010. Bâti selon le modèle carcéral (avec cellules individuelles et moyens de contrôle avancés), il a pour but d'enfermer les plus récalcitrants et de servir de moyen de pression afin de mater les révoltes dans les autres centres fermés. De plus, directement situé dans le périmètre de l'aéroport, il facilitera les déportations, rendues plus rapides et discrètes.

NOUS APPELONS AU RASSEMBLEMENT :

Parce que cette nouvelle prison pour sans-papiers est construite dans un silence presque total et qu'il est temps de crier notre colère face à ce nouveau moyen de répression de l'Etat.

Parce que nous sommes tous directement concernés lorsque nous acceptons de vivre dans un monde qui toujours plus catégorise, sélectionne, enferme, élimine selon ses besoins sociaux et économiques ; parce que nous ne voulons pas être des marchandises que l'on tamponne et transbahute d'une frontière à l'autre.

Parce que nous refusons la réponse que donne l'Etat aux révoltes de ces dernières années dans et hors des centres fermés, qu'il s'agisse de ce nouveau centre fermé pour récalcitrants ou de la circulaire du 18 juillet 2009 – mirage d'une régularisation massive qui crée une séparation et une hiérarchie entre ceux qui rentrent dans les normes d'intégration et répondent aux besoins de l'économie et ceux qui devront rester dans la clandestinité.

Parce que nous soutenons toutes les révoltes dans les lieux d'enfermement et d'exploitation (centres fermés, prisons, école, travail...) ; parce que nous ne croyons pas que les nouvelles mesures face à ces révoltes : nouvelles taules, blocs d'isolement, moyens de répression et de surveillance accrus, empêcheront toutes les rages du monde d'éclater.

Nous ne voulons pas de ce nouveau centre, ni d'aucune prison. Et ce sera sans l'entrave d'aucun drapeau, parti, syndicat, association, appareil photo, idée réformiste... que nous nous rendrons à ce rassemblement.

POUR UN MONDE SANS FRONTIERES !



**RASSEMBLEMENT DIMANCHE 22 NOVEMBRE À 13H
AU MARCHÉ DE LA GARE DU MIDI À BRUXELLES.**



Fabricom

Après s'être rassemblées sur le marché de la gare du midi, plus de 150 personnes sont parties en manif sauvage dans les quartiers d'Anderlecht et de Molenbeek. Durant la manif, des slogans se solidarisait avec les récents événements dans les prisons (mutinerie à la prison d'Andennes) et avec les émeutes à Anderlecht. La manif a été accueillie avec sympathie par les habitants et les passants. Sur le parcours, plusieurs véhicules d'entreprises impliquées dans la gestion des prisons et des centres fermés ont été taguées. Après à peu près deux heures de déambulation, la manif s'est dispersée avant que les flics, qui se préparaient, puissent intervenir.

(tract d'appel à un rassemblement rouvé sur www.cemab.be)

du désordre ...

8/08 JAMIOULX – Un prisonnier meurt des suites de son passage à tabac par des matons. Le Procureur du Roi a reconnu que l'homme était mort à cause des coups infligés par les gardiens, mais que ceux-ci «sont autorisés à utiliser de la force quand il faut.»

Des proches et des amis se sont rassemblés devant la prison, accueillis par trente flics anti-émeute. A l'intérieur, des prisonniers ont occupé le préau pendant quelques heures en guise de protestation.

Le lendemain du meurtre, les gardiens ont entamé une grève.

8/08 BRUXELLES –Une petite visite nocturne à la société Securitas lui vaut pas moins de sept voitures incendiées, d'autres fracturées et douze camions visités.

12/08 « Il y a trois jours, un distributeur de billets, appartenant à la banque de la poste, a été incendié. Nous dédions cette attaque aux détenus qui ont brûlé un local des gardiens à la prison de Saint-Gilles et aux détenus qui ont refusé de réintégrer leurs cellules suite au meurtre de Mikail Tekin à la prison de Jamioulx. »

13/08 BRUXELLES - Les bureaux de la justice de paix de Laeken ont été endommagés dans la nuit de jeudi à vendredi par cocktail molotov. La porte d'entrée vitrée a été lourdement abîmée. «Ni votre justice, ni votre paix» est tagué sur le mur.

15/08 NOSSEGEM - Des individus ont incendié sept camionnettes de La Poste vers 03h sur le parking d'un bureau de la poste situé Chaussée de Louvain à Nossegem (Zaventem).

18/08 CHARLEROI – Suite au meurtre d'un prisonnier à la prison de Jamioulx, 200 manifestants défilent dans les rues de Charleroi.

19/08 ROESELARE - Un café des membres du parti fasciste Vlaams Belang a été attaqué à deux reprises la même nuit. Les assaillants ont brisé toutes les vitres.

22/08 HOOGSTRATEN - L'atelier de la prison a été presque entièrement détruit par le feu. La cause du sinistre n'est pas connue.

22/08 COURTRAI - Des inconnus ont détruit la vitrine de l'office du parti fasciste Vlaams Belang.

28/08 SAINT GILLES –Lors de la promenade dans le préau, une cinquantaine de prisonniers se sont retranchés derrière des blocs en béton et certains se sont munis de barres de fer. Vers 17H30, la prison était à nouveau « sous contrôle » de la police

pendant ce temps là, au pays de la botte...



Italie - Le 8 août 2008 est entrée en vigueur la nouvelle loi de sécurité du ministre des Affaires Intérieures, Maroni. Cette loi prolonge, entre autre, le délai d'enfermement dans les centres fermés de 2 à 6 mois et criminalise par la même occasion « l'aide » apportée aux sans-papiers. Ainsi, quiconque loue un logement à un sans-papiers, ou un médecin qui lui fournit une aide médicale, un ami ou une amie qui l'héberge ou le sort du besoin, peut écopier, avec cette loi, d'une condamnation allant de complicité au délit.

En soi, il n'y a pas vraiment de quoi pousser des hauts cris. Il nous semble plutôt que l'Etat italien rattrape son retard sur les autres Etats européens. Qui a oublié, en Belgique, le scandale provoqué par la condamnation d'une femme pour avoir une relation avec un sans-papiers ? Finalement la sentence fut cassée en appel, mais tout le cadre légal autour du soi-disant « délit d'hospitalité » est resté inchangé et peut, au moment voulu, être ressorti des cartons. Dans l'ombre de l'une ou l'autre forme de « violence gratuite » (que nous rabâchons constamment les médias) par exemple. Alors, l'appel à la vengeance pourrait vite réinsuffler vie à cette « lettre morte ».

C'est précisément ce qui s'est passé en Italie : en quelques années le mécanisme du « mouton noir » s'est traduit dans un cadre légal, mais aussi par des attaques publiques et des lynchages à l'encontre, par exemple, les Roms, soutenus et organisés ouvertement par les partis de droite et de centre-droit.

Dans les rues italiennes, depuis l'année dernière, ce ne sont plus seulement des soldats et des flics qui patrouillent mais aussi des milices civiles fascistes. De même, la surveillance des centres fermés (il n'y a pas de centres ouverts pour sans-papiers en Italie) est de plus en plus souvent laissée aux soldats.

En même temps, l'Italie a conclu un accord avec la Lybie pour la déportation des réfugiés. Les patrouilles maritimes repoussent les boat people vers les eaux lybiennes où ils sont enfermés massivement dans des camps au milieu du désert.

Mais il existe aussi une résistance contre ces développements généraux. Et pas des

moindres du côté des sans-papiers eux-mêmes. Depuis la mutinerie dans le centre fermé de Lampedusa, des protestations ont lieu sans cesse dans les centres fermés. Des protestations qui se sont intensifiées depuis l'instauration de la nouvelle loi. L'Italie n'a que sept centres fermés et grâce aux révoltes répétitives une partie considérable de l'infrastructure carcérale a été mise hors service. Depuis juillet de cette année, il y a eu pas moins de quatre mutineries seulement dans les centres fermés, à côté des différentes grèves de la faim. Une vague de révolte qui s'accompagne, un peu comme en Belgique, d'un tumulte dans les taules italiennes où se dessinent les contours de mouvements de protestations contre les longues peines, la surpopulation et les mauvaises conditions.

Mais ces mutineries font aussi écho dans la rue. A travers différentes actions de solidarité, qui se sont par exemple dirigées contre la Croix Rouge et d'autres exploités et managers des centres fermés italiens. Ou par des actions contre des stations services Agip dans le cadre des accords entre l'Etat italien et la Lybie. A Gênes, il y eut quelques victoires. Petites certes, mais pleines de sens. Quand des gens du quartier et des anarchistes commencèrent à engueuler publiquement et à chasser les patrouilles de flics et de soldats. Ci-dessous ; un cours extrait d'un texte écrit par des anarchistes et des libertaires italiens de Gênes.

« En parcourant notre chemin, nous nous sommes rendus compte avec émerveillement et une certaine joie que, bien qu'en de rares occasions, Sisyphe n'était plus seul. Beaucoup de personnes encore munies de solidarité et d'indignation sont accourues pour pousser « le rocher ». Ensemble, nous avons ainsi chassé les fascistes, nous avons chassé les léguistes [de la Ligue du Nord], nous avons fait entendre notre voix contre un Gouvernement qui nous impose l'armée dans les rues et les camps de concentration devant « nos portes ». »

*Sisyphe est un personnage de la mythologie grecque, qui fut condamné par les dieux à pousser éternellement au sommet d'une colline un rocher qui dès qu'il atteint le sommet roule au bas de la colline.

(article traduit du journal anarchiste néerlandophone «De Nar»)

brèves d'italie*

JUILLET

Rovereto: les vitres de la Croix Rouge sont cassées. Un tag est laissé sur place: «Retirez-vous des centres fermés».

Bologne: Une émeute éclate dans le CIE (centre fermé). Une quarantaine de détenus se révoltent contre une tentative de déportation d'un codétenu. Cinq flics blessés.

AOÛT

Ancône: les détenus de la prison de Montacuto (391 prisonniers pour 172 places) entament un mouvement de révolte qui durera trois jours, notamment en brûlant leurs t-shirts et en frappant sur les barreaux.

Gradisca d'Isonzo: une centaine de sans-papiers montent sur le toit vers 22h et résistent aux flics jusqu'à 2H: objets variés, bouteilles et morceaux de portes contre lacrymogènes. Les dégâts dans les centres sont importants réduisant les capacités d'emprisonnement.

Gênes une patrouille de soldats et de police est harcelée, insultée et chassée par des anarchistes et des passants.

Gênes (deux jours plus tard) deuxième patrouille harcelée et chassée.

Milan: les sans-papiers du CIE en sont au cinquième jour de grève de la faim. Une manif devant le centre provoque de l'agitation à l'intérieur. Le soir même une émeute éclate dans le centre. Deux modules sur cinq sont détruits. Les flics et les militaires chargent deux fois pour mater la révolte et tabassent au passage.

Bari: une révolte éclate la nuit au CIE. Pendant cinq heures des Tunisiens et des Marocains ont mené une guérilla provoquant des dizaines de milliers d'euros de dégâts. Ils ont détruit les lits, arraché les robinets et les conduites d'eaux pour les utiliser pour dévaster tout ce qui était possible avant de monter sur le toit.

Prison de Rome, Como, Pérouse: à Rome, draps incendiés, battage des barreaux sans fin, et slogans depuis plusieurs jours. A Como, battage de barreaux depuis plusieurs jours. A Pérouse, un prisonnier a bouté le feu à son matelas, d'autres ont refusé de remonter de promenade.

Bari: une immense banderole fixée entre deux feux rouges bloque la circulation. On y lit : «Solidarité avec les immigrés enfermés dans les CIE. Solidarité avec les révoltés. Liberté pour tous».

Bologne: Le monument de commémoration de Nassirya (Iraq) est attaqué. Les quatres têtes sont cassées et des slogans laissés sur place disent «Carlo vive», «cabiniers assassins».

*Ceci n'est qu'un tout petit aperçu, pour une liste plus complète des méfaits, va voir sur www.cettesemaine.free.fr

il n'y a pas si longtemps ...

Il n'y a pas si longtemps, régulièrement, des manifestants défonçaient autant qu'ils le pouvaient les grilles du 127bis.

Il n'y a pas si longtemps, des personnes bloquaient un fourgon cellulaire pour empêcher une expulsion.

Il n'y a pas si longtemps, il se passait pas mal de choses intéressantes autour des centres fermés et des expulsions. Ce temps c'est les années 90 et elles valent la peine qu'on s'y penche. Pas par nostalgie mais pour s'en nourrir. S'en nourrir ce n'est pas faire l'apologie acritique des luttes passées autour de l'immigration, mais, justement, tenter de saisir ce qui permet à un moment donné de créer une conflictualité intéressante tout en tirant les leçons de ce qui, à notre sens, a fait la faiblesse des actions entreprises dans cette période. Parce qu'aujourd'hui comme hier plusieurs enjeux sont présents dans cette lutte. Le premier de ces enjeux est de réussir à faire exister une lutte qui rompe avec le démocratisme ambiant. Le deuxième consistera à réussir à dépasser la lutte spécifique contre les politiques d'immigration vers une attaque de chaque rapport de domination. En court, il s'agit de réaliser une lutte sur des bases révolutionnaires anti-autoritaires. Et pour atteindre ces objectifs, le passé peut nourrir autant par ses succès que par ses échecs.



RETOUR SUR QUELQUES MOIS D'AGITATION PAR (entre autres)

LE COLLECTIF CONTRE LES EXPULSIONS

liaisons dangereuses

La période sur laquelle nous nous penchons, disons-le tout de suite, était imprégnée, en Belgique, de citoyennisme même s'il a pu prendre des formes radicales. A vrai dire, l'idéologie citoyenne était présente dans les initiatives belges comme elle était et reste présente un peu partout en Europe depuis que, dans le courant des années nonante, la gauche s'est repositionnée au sein du mouvement anti/alter mondialiste aux contours flous et multiformes. Nous nous attarderons pas ici à faire une critique complète du citoyennisme. Il nous suffit de rappeler que l'individu qui se revendique «citoyen», même s'il conteste l'Etat, considère celui-ci comme partie de la solution. Parce que le citoyen a la foi en l'Etat, et particulièrement sous sa forme d'Etat-Providence, et s'attend donc à ce que les politiques accèdent à ses revendications. C'est donc un réformiste qui renforce ainsi la légitimité de l'Etat à nous gérer. Mais « citoyen » n'est jamais qu'une identité en évolution et remplie d'illusions, et des illusions ça se perd, surtout quand elles se fracassent contre les intérêts de l'Etat. Alors il arrive qu'aient lieu des rencontres intéressantes...

Mais en dehors du contexte global, l'élément déclencheur, en Belgique, d'une opposition plus radicale aux politiques d'immigration, fut une proposition de loi sur l'immigration émanant de la raclure ministérielle en charge de l'Intérieur de l'époque. Elle souleva les boucliers des organisations humanitaires et gauchistes particulièrement rebutés par deux points de la proposition : celui qui prévoyait l'enfermement indéfini des sans-papiers et celui qui condamnait tout type d'aide apportée à une personne en situation irrégulière. Cette réaction du secteur associatif et humanitaire a ouvert un espace de discussion sur les politiques d'immigration ou, du moins, sur les aspects qu'ils considéraient inhumains dans ces politiques.

Il y eut à partir de cette période une série de manifs, d'activités et d'actions plus ou moins radicales bien que presque toujours accompagnées d'un discours citoyen. Participant activement au climat de l'époque, le collectif contre les expulsions rassemblait des personnes d'horizons divers qui avaient l'envie d'agir contre la machine à expulser. Le collectif eut ses forces et ses faiblesses et il n'est pas toujours facile de déterminer ce qui fit partie de la première ou de la deuxième catégorie. Nous allons néanmoins tenter cet exercice périlleux.

On peut dire par exemple que l'ouverture du collectif fut une force dans le sens où certaines de ses initiatives étaient reprises largement. Pendant des mois, par exemple, ils se sont rendus une à deux fois par semaine à l'aéroport pour parler aux passagers des vols où étaient embarqués les personnes expulsées pour qu'ils s'y opposent. C'est le type d'initiatives faciles à reprendre et qui permet de faire des rencontres, mais pas encore de nouer des complicités. Ces complicités, elles peuvent se nouer dans le chemin parcouru ensemble, à travers des expériences communes, mais aussi à travers les confrontations d'idées, de positions, de manières de faire.

Si ces confrontations ne sont pas là, il peut vite s'avérer qu'être à beaucoup, mais sur des bases floues, est un handicap. Cela peut, par exemple, permettre que des groupes autoritaires, ou d'autres politiciens, manipulent à leurs fins aussi bien les anti-autoritaires que tous ceux qui sont encore dans le vague de leurs idées. Il n'y a, avec ces requins, guère de complicité possible sauf au risque de se retrouver avec un couteau planté dans le dos. La participation à un mouvement n'est jamais chose évidente. Il y a toujours une confrontation, au sein du mouvement, entre ceux qui veulent aller plus loin, sortir du revendicatif ; ceux qui se disent « pourquoi pas ? » ; et ceux qui freinent de tout pied contre tout ce qui sortirait d'un poil du démocratisme. Mais même ceux-là peuvent changer de position face à une situation qu'ils considèrent intolérable... ou quand des initiatives intéressantes sont prises. Par exemple, quand des personnes du collectif se retrouvent, le soir, devant le 127bis après la cinquième tentative d'expulsion de leur amie Semira Adamu. Quelqu'un, parmi les personnes rassemblées prend l'initiative de couper les grillages tandis que de l'intérieur des détenus pètent les vitres. Résultat: trente personnes dans la nature.

La question du flou pose ce que l'on recherche en participant à une lutte spécifique. S'agit-il de rassembler le plus grand nombre ou d'établir des rapports de qualité? Autant il est important d'éviter les lignes, les idéologies, et de garder un espace où chaque individu peut faire son propre chemin; autant maintenir le flou pour rassembler peut encourager une sorte de versatilité de la foule ou une forme d'indécision en situation qui peuvent s'avérer fatale. Ainsi quand, après l'as-

sassinat de Semira par les gendarmes lors de sa sixième tentative d'expulsion, 200 personnes se rassemblèrent devant le 127bis. Là aussi des personnes prirent l'initiative de démonter les barrières sauf qu'au moment de rentrer dans l'enceinte du centre, il y eut un démocrate, figure de la résistance, qui du haut de sa légitimité se dressa pour empêcher la foule d'entrer. A coup de « ne cédez pas aux provocateurs » et de « utilisons les moyens démocratiques » il recréa artificiellement et mentalement les barrières qui venaient d'être défoncées. Et les 200 personnes restèrent impuissantes à la frontière du centre fermé.

Là, le nombre s'est révélé être une faiblesse. Ce qui prouve qu'on ne peut tabler que sur la spontanéité. Il faut des moments pour pouvoir discuter des actions, du pourquoi, des perspectives, et d'une manière large. Pour cette évasion comme pour d'autres actions du collectif, il y a toujours eu parmi ceux ayant pris part aux actions, des personnes pour s'en distancier après. C'est presque inévitable mais cela peut aussi s'expliquer par un manque d'appropriation individuelle de l'action. Peut-être parce qu'elles ne l'ont pas organisée, ou parce qu'il n'y a pas eu, au préalable, ces discussions sur les méthodes possibles et les perspectives.

question d'équilibre

Toute la difficulté se retrouve aussi dans l'équilibre dans le mélange des moyens sans y établir de hiérarchies. Rien n'est à négliger pour diffuser l'attaque de la domination et pour rencontrer des complices: les actions publiques, la diffusion/la confrontation des idées et des actions à mener en petit comité avec des personnes de confiance. Il est vrai que la limite de ce qui peut se faire publiquement et de ce qui doit rester anonyme pour des raisons de précaution n'est pas toujours évidente à déterminer.

Il y a toujours plusieurs facteurs à prendre en compte, des situations à comprendre. Le contexte social, l'état des rapports de forces ou de la sympathie pour les idées révolutionnaires anti-autoritaires et les méthodes d'actions directes, peut ouvrir des espaces, ou non, pour certaines actions. Mais cela ne signifie toujours pas que celles-ci peuvent se faire sans danger à visage découvert. Toutes les actions du collectif, comme le blocage du fourgon cellulaire

qui conduisait un détenu à l'aéroport, se sont faites à visage découvert. Peut-être parce que les personnes avaient l'impression que le climat s'y prêtait mais sans doute aussi en partie par une sorte de naïveté, l'idée que les actions étaient légitimes.

Parfois on a ressenti que le climat de révolte est plus généralisé, que des pratiques se sont imposées comme courantes et qu'elles sont assez largement acceptées. Dans ce cas on s'attend à ce que l'Etat évite de frapper trop fort. Mais c'est un calcul dangereux, car rien n'empêche que l'Etat décide de faire des exemples.

La publicité des actions a aussi certaines limites. L'utilisation des médias, par exemple, les ont révélées de manière récurrente à travers des expériences malheureuses. Le collectif, lui, recherchait systématiquement la médiatisation. Or, utiliser les médias est très double. La première question à se poser avant d'en passer par eux, est si l'on a envie d'entrer sur le marché démocratique des opinions dont les médias sont l'étal. Tel article un peu moins dégueulasse sur une lutte n'en sera pas moins noyé parmi tous les autres qui portent des positions antagonistes.

Et puis, utiles jusqu'à un certain point pour rendre publique une question, il reste qu'il ne faut pas se leurrer sur notre capacité à les utiliser. Les médias, comme toutes les entreprises, répondent à un critère de rentabilité. Ils peuvent s'emparer d'un sujet tant qu'ils y trouvent un intérêt, mais si un sujet n'existe que par les médias, le jour où ceux-ci s'en désintéressent ou, sous une directive du politique par exemple, décident de le casser, la lutte retombe. Sans compter qu'ils reprendront toujours ce qui les intéresse, sous la forme qui les intéresse, ce qui peut être à l'opposé du contenu mis en avant par des personnes en lutte. Les expériences malchanceuses sont nombreuses et se répètent, et à chaque fois on redécouvre pourquoi il est particulièrement important que les luttes soient ancrées dans la réalité et non pas dans leur représentation spectaculaire.

dynamique

Le fait que des personnes aient entretenus des liens particuliers avec des détenus, des liens de lutte, a été, et est, une force pour nourrir une dynamique entre l'intérieur et l'extérieur. Parmi les liens

de lutte entretenus avec l'intérieur, celui qui liait le collectif avec Semira Adamu, dont on a déjà parlé, fut sans doute l'un des plus forts et déterminés. On a déjà évoqué l'évasion collective et spontanée du 127bis lors de sa cinquième tentative d'expulsion. Sa sixième tentative fut la bonne, elle est partie, pour toujours, assassinée par les gendarmes. Les jours qui suivirent son assassinat, des personnes se relayèrent devant le 127bis, la situation est tendue, au point que l'Etat, pour couper court à tout mouvement, décide de vider entièrement le centre. Pour la majorité des détenus c'est direction la rue mais pas pour les proches de Semira, ceux qui s'étaient un peu trop agités, qui eux sont transférés à Bruges



déclin

C'était en septembre 1998. Les activités du collectif ont été en déclinant et ce pour différentes raisons. Il y a sans doute, tout simplement la fatigue, les procès intentés par l'Etat contre le collectif, mais aussi le manque de discussions, de confrontations d'idées. Enfin, certaines personnes ont ressenti la nécessité, mais l'incapacité, de trouver d'autres formes d'action.

Tout ne commence ni ne s'arrête avec le collectif, bien sûr. Il a été l'un des groupes intéressants de l'époque. Après 1998, les manifs devant les centres ont continué et jusqu'il n'y a pas si longtemps, il était assez commun d'essayer de défoncer les premières grilles du 127bis. En même temps, peu après la mort de Semira, le milieu associatif lançait une vaste campagne, planifiée depuis longtemps, pour la régularisation. Jusqu'ici, les luttes pour les régularisations s'étaient limitées à des cas particuliers, un individu, une famille, désormais et jusqu'à aujourd'hui, elles allaient occuper l'avant de la scène.

Il reste à nous demander, maintenant, comment tirer du passé les expériences et les leçons utiles à nos luttes présentes. Pour subvertir, toujours plus, l'existant.



comme Ecole. Depuis le fin fond du sud de la Belgique, nous est venue une brève, parmi tant d'autres, qui nous a fait plaisir pour toutes les années que nous avons passées enfermés dans une classe quand nous aurions pu faire notre vie au grand air. Le 8 août, on retrouvait 4 écoles d'Arlon vandalisées : peinture sur les murs, colle versée dans des livres et des dictionnaires, gouache et boissons déversées par terre et murs bariolés. Sur un tableau de l'une des écoles, les visiteurs avaient dessiné un mouton à côté duquel ils ont écrit « ANARCHIE AU PAYS DES BREBIS, RÉBELLION AU PAYS DES MOUTONS ».

Ca nous a donné envie de ressortir, aux côtés des affiches qu'on a vu collées à Gand («*Vacances à vie!*») et à Bruxelles («*T'en as marre!*»), quelques extraits d'une insoumise: Catherine Baker.

vacances a vie !

ON EST UNE FOIS DE PLUS LE PREMIER SEPTEMBRE. Pour beaucoup, c'est le début d'une année éreintante et chiantie derrière les bancs d'écoles. La joie d'une libération temporaire, le temps des vacances, s'achève à nouveau, et réapparaît le jeu de l'obéissance et de la punition.

MAIS ON NOUS RABÂCHE TROP SOUVENT LES CÔTÉS « POSITIFS » des institutions scolaires. La dite scolarité est décrite comme un privilège (alors qu'en fait, il s'agit d'un enseignement **obligatoire**), qui se soucierait de l'avenir des jeunes. Mais dans le monde réel, les écoles sont les lieux où l'on nous prépare à marcher comme des esclaves salariés au rythme de cette société capitaliste. On nous y apprend à accepter les ordres, à obéir ; on y est disciplinés et habitués au rythme « de 9 à 5 » dans lequel nous devons perdre notre vie. L'épanouissement personnel est soumis aux besoins du marché du travail. Aucun choix n'est laissé pour que nous puissions apprendre ce que, nous, nous trouvons important et intéressant, mais par contre on nous apprend à nous prostituer dans un bureau d'intérim ou pour des patrons. Derrière les bancs de l'école, pendant 15 ans, on nous forme à devenir les marionnettes dont ont besoin les patrons pour maintenir **leurs** usines, **leurs** firmes, **leurs** entreprises. Et donc à garantir l'existence de ce système capitaliste.

ON ENCOURAGE LA COMPÉTITION ENTRE LES ÉLÈVES et le contrôle social est récompensé. De sorte que les élèves se dénoncent entre eux et oublient que le véritable ennemi siège face à la classe.

LES ÉCOLES SONT LES LIEUX OÙ LA RÉBELLION EST PUNIE ou étiquetée comme une caractéristique de la puberté, niant ainsi que la rébellion est une conséquence de l'instinct humain de liberté. Un instinct qu'on s'efforce aussi vite que possible de contenir. Nous avons la permission d'émettre des critiques limitées sur la société mais pas d'en remettre l'existence en question. Les écoles sont les lieux par excellence où apprendre à être critique sans trop faire trembler les fondements.

LES FONDEMENTS D'UNE SOCIÉTÉ QUI USE, ou mieux abuse, des ses institutions scolaires pour nous enfoncer dans le crâne ses valeurs et ses normes comme elle nous offrirait des pains sucrés ; pour construire des prisons mentales dans nos têtes et tout cela pour nous faire suivre le droit chemin. C'est une société qui réprime la différence, enferme et déporte des gens parce qu'ils n'ont pas les bons papiers, exclut les plus faibles socialement et économiquement ou les étouffe dans ses filets soi-disant sociaux mais qui veut surtout déterminer les limites dans lesquelles nos vies peuvent pourrir. Et, comme si ce n'était pas encore suffisant, elle nous harcèle avec le contrôle (comme les caméras à chaque coin de rue et des flics) et, pour les gens qui osent encore en attaquer les bases, il y a toujours les camps de punitions comme les institutions pour jeunes, les centres fermés et les autres prisons. A l'école, on nous apprend à nous contenter de ce genre de vie, une vie pleine de rêves et de désirs diminués. Une vie où les rêves consistent à faire carrière, à consommer à en crever et à finir au fond de l'oubliette.

IL EST IMPORTANT DE NE PAS SE RÉSIGNER pour montrer que nous ne laissons pas paralyser nos rêves et nos désirs, que nous avons décidé pour nous-mêmes de ne plus nous laisser faire la leçon ! Il est important de montrer que nous sommes bien plus qu'un rouage du processus de production de masse.

**PENSE PAR TOI-MÊME, APPRENDS PAR TOI-MÊME,
FOUS LE BOXON DANS TA CLASSE !!**

T'EN AS MARRE?

Que les mecs te matent, te trouvent trop sexy ou trop ringarde; qu'ils se moquent de toi ou te harcèlent ; te traitent comme de la merde parce que tu es une fille ?

De devoir ressembler à une star de cinéma pour être populaire ; d'être toujours sûr de toi, de cacher tes émotions ; de réagir en « bon hétéro macho » pour être un mec, un vrai ?

De devoir t'habiller à la mode et ressembler à une publicité ; de mater des films débiles ; d'apprendre l'amour dans des magazines stupides ?

De te réveiller tous les matins pour être enfermé(e) toute la journée avec des profs qui savent tout mieux que toi; de t'enfoncer dans le crâne des conneries qui t'empêchent de penser ; et tout ça pour faire de toi un esclave de plus de cette société capitaliste ?

De croire que pour réussir ta vie, il te faut un bon métier, te marier, avoir des enfants, même si tu dois te taper un patron, te prendre des coups, faire abstraction de tes envies ?

De te résigner, d'accepter ce monde de merde parce que tu sais qu'il existe toujours une institution prête à t'interner, t'insérer, te réinsérer ou te détruire ; parce que tu as appris à avoir peur, à obéir ; parce que tu ne connais rien d'autre ?

**ALORS TRANSFORME TA
PEUR EN RAGE ET DETRUIS
CE QUI T'ENCAGE**

les cahiers au feu...

(...) L'ÉDUCATION EST UNE NOTION PUREMENT SOCIALE, qui évolue en fonction des époques. Depuis les années 60 environ, on considère qu'il peut y avoir « échange » et que chaque enfant est un individu dont il faut prendre en considération la personnalité ; il n'empêche qu'il faudra quand même en faire un adulte comme les autres. Dans ce but, même les tentatives alternatives, telles que celles des écoles Freinet, sont utilisées pour développer des « parcours individualisés » dans lesquels chaque élève est censé développer ses capacités. Mais, finalement, quelles que soient les méthodes utilisées, ce qui est mis en place, ce sont les moyens nécessaires pour soumettre volontairement chaque individu aux nécessités du capital et de l'État. Pour l'école républicaine, un élève autonome est avant tout un bon manager, capable de s'autodiscipliner et de se dévouer à la mission que le groupe lui aura démocratiquement soumis.

COMME DANS TOUS LES DOMAINES QUI COMPOSENT LA SOCIÉTÉ OCCIDENTALE, la question de la démocratie revient. Et l'un des rôles de l'école est de nous rappeler sa nécessité absolue. En enseignant des codes sociaux, notamment de rapport aux autres, elle formate chacun d'entre nous pour assurer le maintien de cette société. L'apprentissage de la « responsabilité » s'accorde avec celui de la citoyenneté et la question du vivre ensemble ne se pose jamais qu'en termes démocrates. De la maternelle au collège, alors que l'individu se forme et se crée son monde au fur et à mesure qu'il apprend à connaître celui qui l'entoure, tout est mis en oeuvre pour en faire un parfait citoyen.

L'ÉDUCATION POSE DONC UN CERTAIN NOMBRE DE QUESTIONS sur les fondements de notre société, et notamment sa capacité à créer des individus à son image, en utilisant sa force de persuasion dès le plus jeune âge. On nous apprend à l'école que la démocratie n'est peut-être pas le meilleur des systèmes, mais qu'il est toujours le moins pire.

(...)

(extrait d'un texte trouvé sur internet et amorçant une discussion autour de l'école.)

extraits:

INSOUMMISSION A L'ÉCOLE OBLIGATOIRE

En 1985, Catherine Baker s'adresse publiquement à sa fille de 14 ans pour lui expliquer son choix de ne pas l'avoir *mise* à l'école. Ce qu'elle attaque ce n'est pas l'école seule, mais tout ce qui la fonde et la légitime: le dressage, les appartenances, l'autorité. Vingt-cinq ans plus tard, la critique est d'autant plus brûlante que les évidences sociales se sont ancrées et qu'il est d'autant plus difficile de les remettre en question. Les extraits qui suivent sont quelques outils à se réapproprier par ceux qui entendent combattre la normalisation sociale. Cette lettre a été rééditée par Tahin Party en 2006 et est téléchargeable sur leur site.

contre les canons de la pensée

Allons enfants...!

Vous entrerez dans la carrière quand vos aînés n'y seront plus...

Vous y trouverez leurs poussières et l'exemple de leurs vertus. Et l'exemple de leurs vertus. Bien moins jaloux de leur survivre que de partager leur cercueil, vous aurez le sublime orgueil... etc., etc.

Poussières et vertus. Exemples. On ne saurait trop insister sur les facultés de mimétisme des grands singes.

Faire pareil. Telle est la loi. David Riesman a très bien décortiqué les mécanismes par lesquels « la société s'assure un certain degré de conformité de la part des individus qui la composent.¹ » Car si, comme je te le disais plus haut, le premier but de l'école est de donner l'habitude de la discipline, son deuxième est bien d'investir à bon escient le capital humain que l'État lui confie. C'est qu'elle s'y connaît en investissements et investitures. Et elle place chacun de telle façon qu'il rapporte. Par étapes et suivant un long rituel, l'enfant est initié à ce qu'on attend de lui. Il est question ici d'apprentissages

divers qui marqueront son appartenance à tel ou tel clan. C'est l'abc de la sociologie et Durkheim le dit sans détour : « L'éducation est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie

sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui et la société politique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné². »

Qui dit mieux ?

L'école sait se plier et sait faire plier à toutes les exigences de qui gouverne. Faut-il former des aristocrates ? On forme des aristocrates. Des patriotes ? Va pour les patriotes. Des humanistes ? En voici. Des communistes ? Comment donc. Ces buts répondent à la demande d'un groupe social possédant momentanément le pouvoir politique. Ils ont en commun d'être des buts.

C'est sans doute ce qu'on nous pardonne le moins à nous qui tentons de vivre d'une autre manière auprès des enfants : nous n'avons pas pour eux de buts.

(...)Ce qui n'a pas changé et ne risque pas de changer, c'est qu'on a choisi pour moi non ce qui me serait agréable donc utile, mais ce qui est utile à la société. (L'école, de par ses structures d'une invraisemblable lourdeur, est toujours, dans ses programmes, en retard d'une génération, mais cela ne change rien au fond.) Quelques-uns convainquent même les gens que ce qui leur sera utile à eux, c'est justement ce qui sera utile à la machine appelée « société ». Le plus fort, c'est que l'école inculque l'idée de je ne sais quel « bien commun », persuadant certains qu'ils choisissent leur alvéole par « altruisme » !

« La société, c'est vous. » Si je veux. J'en prends, j'en laisse.



(...) Quels que soient les contenus des programmes, l'enseignement donné répond à des besoins précis qui n'ont rien à voir avec ce qui semble à première vue « de notre temps » ou non. On peut bien supprimer un peu plus tôt ou un peu plus tard l'enseignement de la philosophie, pour ce qu'on en fait ! Car la seule chose qui importe, c'est ce qui passe à travers n'importe quel programme. Illich dit que le meilleur enseignant du monde ne peut protéger efficacement ses élèves contre ce qu'il appelle le « programme occulte de la scolarité ». Ce qui est en cause dans l'école, c'est ce qu'il y a par exemple de commun entre un cours de physique en première, et une leçon de gymnastique en classe de C.P. Par ses quatre caractéristiques (l'enseignement est obligatoire et prend un maximum de temps; il est donné par des enseignants patentés; à une classe d'âge spécifique; il suit un programme établi), l'école remplit sa fonction qui est de « conserver », par la sélection, les normes sociales en vigueur grâce à la transmission d'une culture elle-même « conservée ». L'inculcation du savoir, quel qu'il soit, permet le dressage et l'entraînement à la soumission. Le programme occulte ne transmet telle ou telle qualification (qui pourrait bien mieux se trouver dans la vie et auprès des praticiens) que d'une manière autoritaire qui vise à « socialiser » l'individu dans un certain sens : la société pour laquelle on le taille est forcément



dirigiste, inégalitaire. Le programme de l'école n'est pas d'enseigner la théorie des quanta ou les Géorgiques, mais de persuader qu'il existe des savants ou plutôt des SAVISTES, que ces savistes ont droit à des privilèges tels qu'exercer un métier moins tuant que d'autres. Je ne fais que répéter ce que tout le monde a dit avant moi. Les plus éclairés des esprits, Stirner dès 1842, Nietzsche en 1872, ont vu qu'on jouait sa tête dans l'école qui ne peut être que conformiste. Les écrits de Bakounine de 1869 sur « l'éducation intégrale » sont plus connus encore : on y trouve cette démonstration jamais réfutée que ceux qui possèdent le savoir assoient leur pouvoir sur le non-savoir des autres.

Cette transmission d'une « façon de penser et d'être », c'est très exactement la transmission d'une morale. En 1913, c'était la patrie, aujourd'hui, la rentabilité; c'est pareil. Aussi meurtrier.

contre tout ce qui est obligatoire

(...)Le pouvoir disciplinaire, on voit bien ce que c'est; tous les parents savent comment on « dresse » leur gosse à l'école, si « libérale » soit-elle. Là où ils croient trouver une excuse à leur aveuglement, c'est que la discipline normative ne rend pas vraiment leur mioche identique à celui du voisin; l'un continuera à aimer le disco, l'autre préférera le reggae. C'est là le piège, car « au lieu de plier uniformément et par masse tout ce qui lui est soumis, il [le pouvoir disciplinaire] sépare, analyse, différencie, pousse ses procédés de décomposition jusqu'aux singularités nécessaires et suffisantes [...] ». La discipline « fabrique des individus; elle est la technique spécifique d'un pouvoir qui se donne les individus à la fois pour objets et pour instruments de son exercice ».

Tu comprends bien que si l'école ne formait qu'une collectivité, nous aurions quelques réflexes de défense contre la confection en série. Mais c'est bien pire que ça, c'est en tant qu'individu que chacun est surveillé, moulé, « orienté » et finalement isolé des autres. À l'école, on n'est jamais seul et on est toujours isolé. Tu imagines ce qu'est une salle d'examen ou de concours? Chacun abandonné à ce qu'on veut soutirer de lui comme preuve de sa conformité. Je ne résiste pas à te citer encore une fois Foucault – c'est toujours un bonheur pour moi d'induire mes aimés en tentation de lecture – : « L'examen combine les techniques de

la hiérarchie qui surveille et celles de la sanction qui normalise. Il est un regard normalisateur, une surveillance qui permet de qualifier, de classer et de punir. Il établit sur les individus une visibilité à travers laquelle on les différencie et on les sanctionne. C'est pourquoi, dans tous les dispositifs de discipline, l'examen est hautement ritualisé. En lui viennent se rejoindre la cérémonie du pouvoir et la forme de l'expérience, le déploiement de la force et l'établissement de la vérité. Au cœur des procédures de discipline, il manifeste l'assujettissement de ceux qui sont perçus comme des objets et l'objectivation de ceux qui sont assujettis⁴. » La production des preuves établit ici l'aveu que je prends en son sens originel de « remise de soi au seigneur féodal ».

Nous sommes propriété d'État. Chacun. Et nous n'en saisissons pas immédiatement l'horreur parce que nous avons été bel et bien formés à tel servage. Depuis Constantin et Théodose au IV^e siècle, et pendant environ mille trois cents ans, l'Église a été l'âme de l'État.

Mais dès que le déclin de l'Église s'est manifesté, il a fallu que l'État trouve de toute urgence le moyen de se faire admettre dans les esprits et ce de façon aussi totalitaire que l'Église y était parvenue. La tâche était rude. Comment plier les esprits à la convenance des nécessités étatiques? Il s'agissait de rien moins que de créer en quelque sorte des superstitions.

Les « serviteurs » et « commis » de l'État rendirent alors l'école obligatoire et le « programme » (entends la programmation) uniforme pour tout citoyen. Désormais, chacun est entraîné à penser comme les maîtres et à obéir.

(...) **La force qui nous écrase tranquillement, sous tous les régimes, n'est que notre assentiment à cette force. Seulement voilà : il n'est pas exclu que nous soyons quelques-uns et quelques-uns à rire doucement comme ça arrive quand on s'est creusé la tête en vain pendant plusieurs jours et qu'on découvre l'in vraisemblable facilité de la solution du problème. Il suffisait d'y penser.**

Notes

1. *La Foule solitaire*, David Riesman, Arthaud, 1978
2. *Éducation et sociologie*, Emile Durkheim, PUF, 2005

3. *Surveiller et punir*, Michel Foucault, Gallimard, 1975
4. Ibid

En catimini...

histoire et communiqués des Rote Zora



Dans le numéro précédent, nous avons consacré la rubrique "histoires mutines" au groupe féministe révolutionnaire "Rote Zora". Depuis, est paru un livre fort bien documenté sur ce même groupe et le contexte dans lequel il a évolué... retour de lecture...

Pas de révolution sans lutte contre le sexisme

Petit livre divisé en quatre parties (remise en contexte socio-politique allemand, histoire des Rote Zora, textes et interviews, sélection de communiqués), En catimini ne se veut pas être un cours d'histoire, pas plus qu'une commémoration de nouvelles chimères révolutionnaires. Dès l'introduction, et ce sentiment transpire à travers l'ensemble du livre, l'intention est claire : il s'agit de récupérer une histoire de lutte offensive et de voir comment celle-ci peut nous nourrir, nous inspirer.

Les Rote Zora sont apparues à la fin des années '70. A la base groupe non mixte issu des Revolutionäre Zellen (RZ), elles s'en sépareront en 1984 suite à des désaccords politiques.

Ce groupe a tout d'abord su trouver sa particularité dans sa non-mixité et la mise en avant d'un discours féministe radical alliant le désir de *"suppression des souffrances personnelles et la nécessité d'un bouleversement social"*.

En effet, pour elles, l'antipatriarcat est partie prenante d'une lutte jusqu'au bout contre le capital. Si elles ne peuvent imaginer de lutte contre le sexisme sans lutte contre les rapports de domination en général, l'inverse est tout aussi vrai. Par leurs actions et leur discours, elles critiquent tant le peu de place laissée par les militants à ce genre de questions que le tournant d'*"introspection stérile"* et d'institutionnalisation pris par le mouvement des femmes à cette époque.

Dans les faits, les Rote Zora s'organisent sous formes de cellules coordonnées mais autonomes au pouvoir de décision décentralisé. A travers leurs attaques contre des institutions, des entreprises et des personnes responsables de cette *"société capitaliste à domination masculine"* elles en rendent visibles des rouages et montrent que ceux-ci sont tangibles et attaquables. C'est ainsi qu'elles déposeront des explosifs devant l'ordre fédéral des médecins ou un tribunal pour appuyer la lutte pour l'avortement; qu'elles brûleront la voiture d'un médecin responsable des recherches en stérilisation ou d'un marchand de femmes.

De par leurs pratiques elles parviennent à développer un féminisme politique révolutionnaire dans lequel elles affirment l'impératif pour les femmes de rompre avec l'impuissance de la victime et soulignent la jouissance que procure l'attaque.

Pas de lutte contre le sexisme sans révolution

Si le discours anti-patriarcal est présent d'un bout à l'autre de l'existence de ce groupe, les Rote Zora ne se limitent pourtant pas aux questions habituellement reconnues comme

étant "de femmes". Elles prendront aussi part, seules ou en coordination avec les RZ, aux luttes contre la gentrification, contre l'industrie de l'armement, l'OTAN, les contrôles dans les transports en commun, les technologies de contrôles, les prisons, les politiques migratoires,...

Au-delà de l'apport pratique qui avait l'air relativement répandu dans l'Allemagne de l'époque¹, elles ont aussi provoqué bon nombre de discussions en osant réaffirmer la position de la violence révolutionnaire sans jamais (pour ce qu'on peut en lire dans le livre en tout cas) tomber dans le romantisme ou l'avant-gardisme.

Si elles défendent ardemment l'agitation armée, elles replacent celle-ci dans un ensemble de moyens de lutte aussi éparse que *"distribuer des tracts, des brochures, de manifester, de publier, de squatter, d'organiser des grèves, etc."*, et se refusent de créer une hiérarchie entre ces derniers. Elles ont aussi écarté le choix de la clandestinité totale afin de rester proches des luttes et de leurs protagonistes, et d'éviter ainsi de devenir une fraction de spécialistes ultra-organisées s'enfermant dans une lutte confrontationnelle au corps-à-corps avec l'Etat. C'est entre autre ce choix qui leur a permis de rester active publiquement sans être repérées dans leurs actions clandestines.

Les réflexions auto-critiques quant à leur choix de l'agitation armée sont aussi intéressantes et les ont accompagnées tout au long de leur existence. Elles rejettent le terme de guérilla urbaine en ce sens *"où il vise à conquérir le pouvoir avec des formations militaires. Nous ne voulons pas conquérir, mais détruire le pouvoir patriarcal. (...) Les groupes militaires portent déjà en leur sein un pouvoir en soi."* Et il en va de même pour la fascination des fois fétichiste des moyens d'action "violents", lorsqu'elles affirment que *"cet engagement dans la "lutte armée" devient souvent mystifié comme action révolutionnaire per se. Considérer comme particulièrement radicale la forme de lutte en soi, séparée du fond, engendre une mystification de la violence qui ne rompt pas avec sa définition dominante"*. Par ailleurs, rien que le nom (Zora la rousse) fait déjà preuve d'une certaine auto-dérision ou en tout cas de ne pas vouloir se prendre trop au sérieux.

Mais, en parlant de fond, reste quand même une petite gène personnelle avec le penchant tiers-mondiste et anti-impérialiste des Rote Zora. Discours débouchant bien souvent sur des "alliances" douteuses jugées uniquement sur le rapport de force possible face au dit Empire en mettant de côté les

¹ Si l'histoire « officielle » ne retient que les RZ et la RAF comme principaux groupes d'agitation armée, il semble que seulement 30% des actions de ce type puisse leur être attribué.

perspectives –parfois antagonistes- de ces résistances. Manque de nuances inévitable à tout discours se référant à des notions telles que “le peuple” ou “les classes opprimées” et qui peut vite construire des sujets révolutionnaires ou fantasmer des complicités sur base de leurs conditions ou de certains déterminismes sociologiques; là où nous pensons qu’il y a un jeu d’aller-retour incessant –et variant d’une personne à l’autre- entre les réalités sociales vécues et les décisions prises par chaque personne face à des situations singulières (quand bien même elles seraient structurelles ou répondraient à certaines logiques). Comme une articulation à trouver entre les rapports de “classes” et “inter-individuels”.

Et puis, le mode d’organisation des Rote Zora pose aussi question. Si les intentions et les réflexions par rapport à la spécialisation semblent réellement présentes, la forme choisie en est d’autant plus paradoxale. En effet, le fait de se concevoir en tant que groupe persistant dans le temps avec un nom fixe et de revendiquer bon nombre d’actions sous ce nom peut vite créer une mise à distance entre ceux qui en sont et les autres. Et si les Rote Zora essayent de combler ça en appelant tout à chacun à créer sa propre cellule (et pas juste à rejoindre la lutte), arrive alors le risque de se retrouver à faire exister un nom ou un sigle et pas une lutte - qui elle n’a pas besoin de nom, mais d’idées et d’actions.

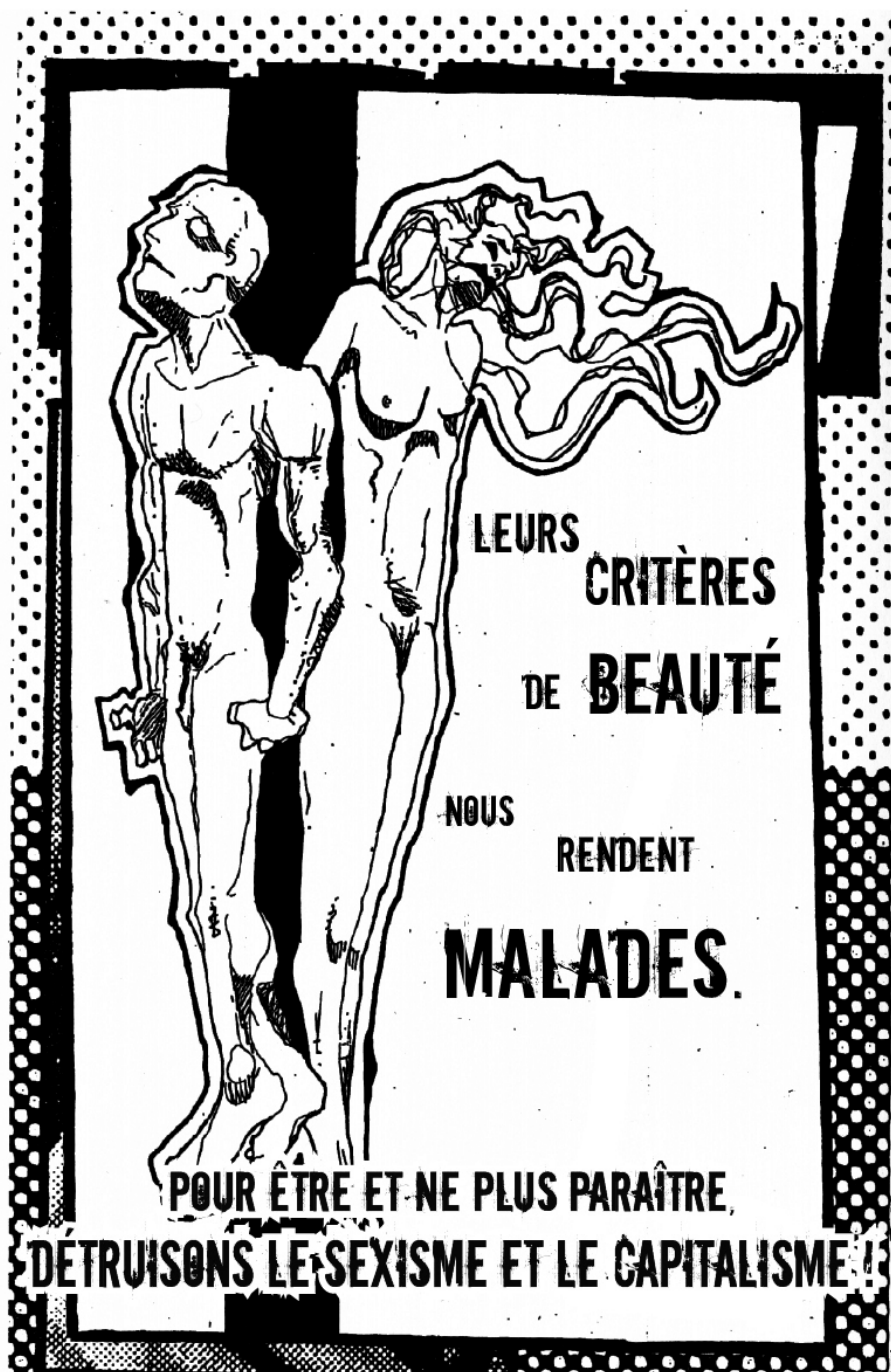
S’il nous semblait important de noter ces quelques réserves, “En Catimini” n’en reste pas moins un travail impressionnant et un livre tout aussi agréable qu’inspirant. Car c’est bien d’inspiration qu’il s’agit et pas d’exemplarité de nouvelles maîtresses à penser.

Force est de constater que la manière claire et directe avec laquelle elles expliquent le choix de l’offensive, et ce en temps de répression, reste d’une actualité brûlante et le restera tant qu’existera ce vieux monde.

“la résistance est possible!”



Le livre et d’autres documents relatifs aux Rote Zora sont téléchargeables sur : encatiminirotezora.wordpress.com.



du désordre ...

6/09 MONS – Un centre d’intégration a été attaqué par les flammes.

7/09 BRUXELLES - Un camion des services communaux de la Ville de Bruxelles a été détruit par les flammes, samedi soir.

13/09 SAINT-GILLES - Dans la prison de Saint-Gilles, des prisonniers ont bouté le feu aux papiers, déchets et autre matériel de la prison. Lors de l’intervention des pompiers et après leur départ, l’atmosphère est restée très tendue.

16/09 LEUVEN - La nouvelle résidence pour étudiants de la secte religieuse Opus Dei a été attaquée. Les vitres ont été brisées et le bâtiment recouvert de tags, dont un ‘Où est la bouffe populaire?’. Le bâtiment avait été squatté pendant plusieurs années et a été expulsé en 2007. C’était le squattus déi.

20/09 MOLENBEEK – L’arrestation violente par les flics d’un jeune homme de 14 ans à son domicile provoque deux nuits d’émeutes à Molenbeek. Scores : 9 flics blessés, cinq arrestations.

21/09 GAND - Cinq véhicules de La Poste ont été détruits par le feu sur le parking du bureau de poste de la commune gantoise Mariakerke. Les journaux flamands mentionnent encore les incendies qui ont eu lieu en juin dernier contre des voitures appartenant à des partis politiques, mais aussi contre plusieurs véhicules de l’entreprise de construction Denys. [La Banque de La Poste gère notamment les comptes bancaires des prisons et des centres fermés, tandis que l’entreprise Denys a participé à la rénovation de la prison de Gand]



Des nouvelles depuis notre chez nous carcéral.

lettre de Damien et Greg sous bracelets électroniques en Avignon

Deux ans et demi maintenant que le 31 Mars 2007, nous incendiions la permanence électorale du Parti Socialiste à Avignon. Quasiimmédiatement arrêtés, nous étions

dans la foulée incarcérés, pendant près de trois mois en détention provisoire, au centre pénitentiaire d'Avignon-Le Pontet. De notre libération fin juin 2007, à notre procès, le 26 novembre 2008, nous étions placés sous contrôle judiciaire, avec obligation de travailler et de pointer toutes les semaines. Lors de notre procès nous écopions de trois ans d'emprisonnement, dont un an ferme, avec une mise à l'épreuve pendant trois ans. Mise à l'épreuve impliquant principalement une obligation de travail, et un suivi nous forçant à rendre des comptes aux services sociaux de la justice (SPIP, service pénitentiaire d'insertion de probation) sur toutes nos activités et déplacements.

Deux ans et demi et certainement encore tout autant devant nous, avant de remettre les compteurs de notre redevabilité à zéro, d'en finir avec une compression de nos vies aux tonalités parfois sourdes et d'autres fois assourdissantes. Depuis les 20 et 29 octobre, c'est dans une phase assourdissante qu'elle est entrée. Nos lieux de vie sont devenus nos cellules. Des cellules où les murs ne sont pas de béton, mais d'ondes magnétiques, où les barreaux sont invisibles, impalpables, mais bien présents. Où le rôle du maton nous est imparti. À nous de nous escorter dans notre cellule aux heures fixées, de veiller à ne pas enfreindre le règlement. À nos proches, également de partager les conséquences de cette situation, d'en subir les contraintes, de nous rappeler l'heure lorsque des fois / souvent, on a tendance à l'oublier. Une sorte d'autogestion de notre enfermement. Nous venons donc d'écoper d'un Placement sous Surveillance électronique (PSE). Un bracelet électronique comme aménagement de notre peine de prison ferme. Une laisse virtuelle attachée à notre cheville, pour parler en termes clairs.

« Il faut bien savoir que c'est pour vous éviter la prison que nous faisons tout ça. » Remarque lancée en guise de mise en garde par le maton venu installer le bracelet.

Effectivement, le bracelet électronique devrait nous permettre de ne pas remettre les pieds en taule, son isolement et sa désocialisation radicale. De plus nous ne sommes pas seuls, nous sommes entourés, épaulés. Nous sommes chez nous tous les soirs, près de nos amis, de nos proches. Si infime soit-elle, nous gardons également une certaine emprise sur nos vies, par le biais de petites marges sur nos horaires de sorties, par le fait d'avoir tout de même suffisamment d'espace à nos domiciles pour ne pas trop étouffer. En étant

« dehors », hors des murs bien réels et physiques d'une taule, il nous semblait aussi bien plus simple de pouvoir continuer à prendre part aux luttes, de conserver une part ne serait-ce que minime de notre capacité d'agir, de nuire. Nous avons été placé devant un choix. Notre peine (pas plus d'un an) nous permettait d'obtenir un PSE plutôt qu'une incarcération. Et pour toutes les raisons citées ci-dessus, c'est ce que nous avons choisi. Peu d'autres possibilités s'offraient à nous si nous avions refusé le PSE. Nous n'en voyions que deux, l'incarcération ou la cavale. Cette dernière nous l'avons écartée, les conséquences nous paraissaient bien trop lourdes en comparaison de la peine à purger.

Nous avons fait le choix du PSE, mais en aucun cas nous n'en faisons une évidence. Beaucoup trop de paramètres entrent en compte dans une telle décision. Pour des personnes isolées, atomisées, sans le moindre soutien, et cloitrées dans des clapiers à peine plus grands que les 9 m2 cellulaires, cette décision paraît peut être beaucoup moins évidente. Mais plus largement, quel est ce choix ? Est-ce réellement un choix ? S'il paraît difficile de nier que le PSE permet, dans certains cas, des conditions un peu plus supportables que durant une incarcération, il n'empêche que ces deux mesures restent, de manière certes différente, des formes d'enferment, d'isolement et de contrôle, et conservent les mêmes objectifs pour la justice et l'Etat. A travers elles, ils exercent leur besoin vindicatif, affirment leur autorité, soumettent les récalcitrants par des mesures punitives, poussent vers une réinsertion sociale en plaçant l'accès au salariat comme condition de libération. Mais ils restreignent également des pratiques de lutte et de survie aux strictes cadres de la légalité (et de la démocratie). Par la peur ils tentent de dissuader de toutes intentions offensives.

Pour vous éviter la prison... nous vous proposons : la prison. En remplaçant un enfermement par un enfermement, un isolement par un isolement, une désocialisation par une désocialisation, une perte d'autonomie par une perte d'autonomie, on voudrait nous voir nous réjouir et, de surcroît, ostensiblement. On voudrait non seulement nous faire accepter, mais aussi apprécier, l'inacceptable en l'opposant à des situations toujours pires¹.

Dans la même logique, oui, le placement sous surveillance électronique permet plus de marges de manœuvre qu'une incarcération. Mais bien hypocrites sont ceux qui maintiennent que c'est réellement un choix et le placent au rang de progrès social. On ne choisit pas entre l'incarcération et l'enfermement à domicile, on se débat seulement face aux exactions du pouvoir. Et dans ce contorsionnement tout le monde ne réagit pas de la même manière. Chacun, en fonction d'une multitude d'éléments et de ses capacités à faire face, s'engage dans la voie qui le fera le moins souffrir et/ou lui offrira le plus de marges de manœuvre. En acceptant le bracelet nous n'acceptons pas le discours

qui fait de lui une avancée, l'humanisation d'un système qui n'a pour but que d'écraser et d'asservir des vies.

Deux ans et demi donc que la machine judiciaire s'attèle quotidiennement à comprimer nos vies, en mettant tout en œuvre pour nous maintenir à sa disposition, sous son joug. Toujours dans l'attente d'une nouvelle décision, d'une nouvelle mesure, qui constituent l'interminable processus punitif de la machine judiciaire. Comprimer nos vies, également en nous imposant de nous soumettre, sans aucune alternative, à l'exploitation salariale. Peu importent les conditions de cette exploitation, sa rudesse physique, psychologique, économique, morale..., la justice ne s'embarrasse évidemment pas de telles considérations. Il n'y a de toutes manières rien à attendre de sa part.

Même si le fait d'être sous le joug de la justice n'accentue pas, en soi, la violence de notre exploitation salariale², et si ces conditions sont les mêmes que celles de n'importe quel exploité (sans traitement spécifique), cette situation réduit néanmoins drastiquement les infimes marges de manœuvres encore en notre possession (débrouille, rapine, black, entraide...). Le fait d'avoir en permanence, comme épée de Damoclès, la réincarcération au moindre faux pas, développe et/ou accentue la peur de perdre son taff. Et cette peur là est véritablement fatale pour tout exploité. Elle nous rend corvéable à merci. Nous ôte la capacité à être ne serait ce que défensif face aux exactions de nos patrons. Nous pousse à accepter le moindre taff de merde. Avoir un taff pour avoir un taff. Aller bosser non plus en raison d'une précarité économique, pour sa survie, mais seulement sous la contrainte à l'état pur. Une tentative de mise au pas de ceux qui s'aventurent hors des sentiers battus, ou bien une tentative de réinsertion sociale qui, si elle échoue sur le long terme, aura permis à minima une exploitation le temps de la peine.

Il nous reste en théorie un peu plus de neuf mois fermes à purger. Remises de peines et conditionnelle cumulées pourraient faire tomber cette durée à quatre mois. Quelques mois qui risquent d'être longs, mais nous savons déjà que nous ne serons pas seuls à les affronter. Nous ne manquons pas de soutien moral, ni de coups de pouce du quotidien. Tout ceci nous réchauffe le cœur et nous renforce à la fois. Nous rappelle que nous ne sommes pas seuls face à cette justice de classe. Et que face à elle, seules la solidarité et la rage comptent. La solidarité est bien une arme et, à travers elle aussi, la lutte continue. Pleins de bisous depuis notre chez nous carcéral. Nous ne sommes pas loin, nous vous rejoindrons vite. Guerre à ce monde.

*Damien et Greg
Avignon, décembre 2009.*

¹ Certains n'oseraient ils pas dire à des longues peines « Mais de quoi vous plaignez-vous, il y a trente ans c'est la peine de mort que vous auriez encourue, aujourd'hui il n'est même plus question de vous ôter la vie ». Effectivement, l'état français a bien aboli la peine de mort, mais la prison n'en reste pas moins une peine de mort lente, un maintien à l'état végétatif, une survie imposée dans l'attente de la mort. Combien de condamnés à de longues peines ou, tout bonnement, combien de taulards, ne se sont-ils pas posé la question du suicide ? Et combien passent à l'acte ?

² Quoique certains charognards de patrons, voire la plupart, lorsqu'ils sont au courant des antécédents judiciaires de leurs salariés, n'hésitent pas à les harceler, les humilier, les pousser à bout, pour s'en débarrasser ou bien pour mettre à profit la situation pour tirer toujours plus de profits. D'où l'importance de ne pas faire de sa franchise et sa sincérité une règle, notamment face à ces vermines.

du désordre ...

22/09 BRUXELLES - « Dans la nuit de mardi à lundi, une trentaine d'automates de ventes de la STIB et de compositeurs ont subi quelques dommages. Les fentes servant à payer par carte de banque et par monnaie ainsi que l'espace pour retirer les tickets ont été bouchés selon les cas à l'aide d'un cure-dent et de glue, avec de la mousse expansive ou de la soudure à froid. Des messages laissés sur place rappelaient la construction du nouveau centre fermé pour étrangers et la collaboration de la STIB -qui arrête des sans-papiers lors des contrôles - avec la machine à expulser.»

27/09 STEENOKKERZEEL - « Le dimanche 27 septembre avait lieu un rassemblement devant le centre 127bis ainsi que devant le chantier du nouveau centre à Steenokkerzeel, juste à côté des pistes d'atterrissage de l'aéroport.

Une cinquantaine de personnes s'étaient déplacées. Les détenus du centre criaient et frappaient sur les fenêtres et les barreaux. A l'extérieur, une banderole sur laquelle était inscrit "Contre toutes les prisons. Vive la révolte !" avait été déroulée. A un moment donné il fut décidé d'aller vers le chantier du nouveau centre en passant par les champs. La police a laissé faire et ne s'est pas rendue sur le chantier.

Pendant ce temps, de l'autre côté, une trentaine de personnes firent tomber la clôture et entrèrent sur le chantier. Alors, quelques bombes de peintures furent jetées sur des pelleteuses et du sable déposé dans le réservoir de plusieurs machines. La police est finalement accouru sur place, mais les manifestants sont repartis à temps. De retour au 127 bis, l'ambiance s'est quelque peu durcie, principalement à l'intérieur où quelques prisonniers essayèrent de casser les fenêtres.

Un peu plus tard le rassemblement s'est dispersé et personne ne fut contrôlé.

Il n'y a pas de doute à avoir quant à l'importance de faire des dégâts sur le chantier en tant que tel. Pourtant, les entreprises qui construisent le centre telles que BESIX, VALENS, Waterman TCA, SECO, Bontinck Architecture,... peuvent être attaquées en bien des endroits et surtout là où elles ne s'y attendent pas. Le chantier du nouveau centre se trouve à un endroit délimité, ce n'est qu'une infime partie, alors que les tentacules de la machine à déporter se trouvent partout.

Sabotons la machine à expulser partout où nous le pouvons!

Contre toutes les prisons, contre toutes les frontières !»

17/11 GAND - Deux policiers en civils blessés lors d'une manifestation. Suite à l'attaque de leurs leaders fascistes deux semaines auparavant, les NSA (Alternative Nationale-Solidariste) organisait une manif « contre la violence gratuite ». Lors de la streerave organisée en réaction à la manif des fafs, deux flics en civils se sont fait tabasser. Les flics ont arrêtés administrativement des centaines des manifestants de la streerave.

20/11 Bruxelles - Voitures CD et EUR incendiées. « Dégoutés des violences exercées par des fonctionnaires de police à la prison de Forest, encouragés par l'émeute à la prison d'Andenne, munis de quelques litres d'essence, nous sommes allés brûler deux voitures du Corps Diplomatique et une BMW d'un parlementaire européen (garées Avenue des Cerisiers à Woluwe) pendant que les prisonniers se trouvaient encore sur les toits de la prison d'Andenne.»

27/11 Bruxelles - « Dans la nuit de mardi à mercredi, 1 fortis, 1 dexia, 1 citybank ainsi qu'une banque de la poste réparties sur les communes d'Ixelles et de Neder-over-Hembeek ont vu leurs vitres voler en éclat. Un distributeur a aussi été défoncé. Avec ce geste nous avons voulu prendre part à l'agitation contre les prisons de ces dernières semaines. Nous envoyons aussi nos salutations aux compagnons emprisonnés Jurgen et Paolo à qui nous démontrons notre solidarité en continuant la lutte dans la rue. CONTRE TOUTES LES PRISONS»

2/12 Bruxelles - « Dimanche peu après le lever du soleil, nous avons défoncé à la masse une bonne vingtaine de nouvelles vitres renforcées ainsi que la porte du siège central de Sodexo situé rue Charles Lemaire à Audergem. Un tag rappelait aux gens qui passaient par là que Sodexo est un collabo des centres fermés.»

Le 22 mai passé, l'anarchiste Mauricio Morales est mort alors que l'engin explosif qu'il s'apprêtait à déposer devant une école de gendarmerie lui a accidentellement explosé sur le dos.

Le jour suivant, différents lieux proches de ce compagnon sont immédiatement perquisitionnés en grandes pompes : hélicoptères, groupe d'assaut, franc-tireurs,... A "la idea", une fois le squat saccagé, tout le monde sera embarqué puis relâché.

Plus tard dans l'après-midi, les flics commencent à boucler le quartier du "centro social occupé et bibliothèque sacco et Vanzetti". Les occupants décident de ne pas lâcher le lieu et les compagnons.ne.s à l'extérieur sont là pour démontrer leur solidarité en actes. Des affrontements de rues auront lieu toute la nuit et finalement la police n'entrera pas dans le lieu.

Très vite, la solidarité s'éprouve aussi de manière internationale. Dans plusieurs pays, des actions sont revendiquées en mémoire à Mauricio et en solidarité avec l'ensemble des compagnons là-bas.

Le 9 juin, Cristian Cancino est arrêté et incarcéré pour "transport et détention illégale de matériel pour la fabrication d'explosifs" parce que de la poudre noire aurait été retrouvée dans sa chambre lors de la perquisition à La Idea. Si le montage ne veut pas être utilisé comme défense politique, les compagnons tiennent quand même à préciser que la poudre noire "trouvée" a été déposée par les flics afin de pouvoir montrer des "résultats". Cristian reste en détention préventive et sera probablement le premier cas jugé sous instance "anti-terroriste" au Chili.

Le 24 Juin, sur dénonciation de sa mère, le domicile de Diego Rios Gonzalez est perquisitionné par différents services de carabiniers. Ne l'y trouvant pas, ils se dirigent alors vers le Centre Social Autonome et bibliothèque libertaire Jhonny Cariqueo pour y mener une perquisition.

Depuis, Diego est dans la nature.

Nous reprenons une lettre envoyée en cavale, non pas tant par goût d'un certain romantisme révolutionnaire, mais parce que comme l'ont dit les compagnons du Sacco et Vanzetti : *"Le pouvoir ne s'intéresse pas aux particularités de chacune des vies qui subissent aujourd'hui concrètement la répression. (...)*

On cherche à anéantir une idée. Leur but c'est qu'après notre incarcération, notre mort ou notre fuite, il n'y ait plus personne pour lever un principe de guerre contre l'existant, d'attaque contre le pouvoir sous toutes ses formes".

Autant de raison de continuer...



A toutes les compagnes et compagnons que le désir de récupérer leur vie pousse à se mettre en guerre

Comme beaucoup le savent déjà, il y a quelques semaines la police a perquisitionné dans le centre de Santiago une maison inoccupée appartenant à ma mère, dans laquelle se trouvaient deux sacs contenant divers matériels pour fabriquer des explosifs.

Depuis lors, je suis recherché et poursuivi par l'Etat et ses appareils répressifs. Je m'en suis rendu compte par la surveillance grossière d'appels téléphoniques. Quelques heures plus tard, j'ai appris la perquisition du Centre Social et Bibliothèque Libertaire Jhonny Cariqueo. C'est l'endroit où je vis, et la police est entrée soi-disant pour demander où j'étais. Ne m'y trouvant pas (et ne recevant aucune collaboration), ils ont pris tous les textes, publications et matériels de propagande qu'ils ont pu trouver (ils ont déjà dû entendre ce refrain connu selon lequel *"... la propagande est une arme ..."*). Alors, j'ai décidé de m'enfuir, même si je ne suis coupable de rien, pas plus qu'innocent d'ailleurs... je suis simplement leur ennemi. Je ne me rappelle ni le jour ni le lieu, mais il y a longtemps déjà que je me suis rendu compte que je ne peux (ni veux) vivre tranquille ou en paix et que j'ai décidé de compliquer ma vie au point de rendre impossible tout retour en arrière... Depuis lors, je suis l'ennemi déclaré de l'ordre existant, ennemi de la société, de toute forme d'autorité et d'exploitation, bourgeoise ou prolétaire. J'ai compris que la lutte pour la liberté c'est la guerre que mène chaque individu pour reprendre sa vie en main. C'est refuser de faire partie des masses, que d'autres pensent pour toi et te disent comment agir ; c'est rejeter les idéologies et les nombres tout comme les rôles chargés de conformisme et de passivité qui assurent au quotidien la continuité du système (quelque soit la rhétorique révolutionnaire dont ils se parent). J'ai découvert que celles et ceux qui m'ont accompagné dans les étapes significatives de ma vie et dans les attaques concrètes (matérielles et idéologiques) contre le capitalisme ne voyaient pas l'horizontalité comme un simple choix, mais comme le partage de la confiance et du désir de détruire tout ce qui nous opprime. La relation avec mes frères et sœurs m'a fait comprendre que l'arme la plus efficace, c'est ce bouleversement qualitatif qui consiste à tenter au quotidien de transformer nos vies entières en propagande par le fait, en attaquant le capital. Nous avons découvert au jour le jour que dans chaque élan destructeur nous créons quelque chose, quelque chose qui nous renforce et voilà ce qui agite mon esprit et conforte mes convictions aujourd'hui, c'est cette fierté de se sentir digne et conséquent.

Ces derniers jours, je n'ai pu m'empêcher de me souvenir des mots qu'a dit un prisonnier : "nous les anarchistes, nous avons génétiquement la prison dans le sang", c'est peut être vrai d'une certaine manière. Nous savons toutes et tous que la prison est une conséquence possible pour celles et ceux qui assument le fait de défier l'Etat et le Capital comme position d'action et non comme un simple simulacre révolutionnaire leur permettant de poursuivre une vie confortable et sure. Mais j'ai aussi la certitude que la guerre consiste en partie à multiplier et aiguïser les attaques en veillant au maximum, sur la base de nos recherches et de nos plans, à ne pas tomber dans les griffes de l'ennemi. Je vais éloigner le plus possible la prison de ma vie, sans pour autant sombrer dans la paralysie (que ce soit par peur ou par autosatisfaction). C'est pourquoi, j'assume mes erreurs et je fais mon autocritique : pour nourrir et aiguïser ma pratique insurrectionnelle. Aujourd'hui, je considère comme une nécessité concrète que les groupes d'affinité qui sont passés à l'action s'occupent de mettre sur pied une infrastructure autonome (dans tous les sens) qui leur permette de développer leurs projets avec plus de sécurité et de confiance. Je suis tombé sur cette erreur, mais je crois que nous les antiautoritaires devrions être comme les saumons : nous devons apprendre de chaque chute et continuer fermement à contre-courant.

Que tous mes frères et sœurs de qui je m'éloigne aujourd'hui sachent que je les aime et que je sens ce qu'ils sont les seuls à pouvoir comprendre ... Et que

mes ennemis qui analysent ce texte, que ce soit pour me localiser ou écrire une réponse académique/idéologique éprouvée d'ici mon plus profond mépris pour la vie qu'ils ont choisie et qu'ils défendent. Axel Osorio, Cristian Cancino et tant d'autres... je vous envoie par ces lignes mes salutations les plus affectueuses et soyez certains que beaucoup dehors s'intéressent à votre vie et luttent au quotidien pour détruire ce qui aujourd'hui retient vos corps. Mais je crois que même la prison ne peut arrêter la lutte contre le pouvoir.

Pour la destruction de toutes les prisons et de toutes les cages.

“Faisons la guerre à la société”

... comme un trainée de poudre

01/07 – Grenoble - incendie d'une 4x4 Range Rover garée devant la façade d'une agence BNP «connue pour son zèle délateur et fidèle à la machine à expulser».

(...) Ce geste se veut un hommage aux deux compagnons que nous avons perdus il y a peu : Zoé, décédée lors de la confection d'une bombe à Chambéry, et Mauricio Morales, mort avant d'avoir pu poser la sienne sur une école de gendarmerie à Santiago de Chile (Chili).

Si votre corps n'est plus, nous entendons bien continuer à faire vivre votre révolte, en actes comme en pensée.

Ni justice ni paix, insurrection.

Commando démocratie = pyromanie»

07/07 - Providencia (Chili) - «(...) Nous avons décidé de faire crier les murailles du quartier bourgeois de Providencia, où le cri pour la liberté du compagon Cristian se fait entendre. Les murs et les arrêts de transport de bétail humain disent «Cristian Cancino dehors!» (...) Saluts fraternels et rebelles.

Biblioteca callejeras Semillas Libertarias»

9 -10/07 – Valparaiso (Chili) - Journée contre le terrorisme d'Etat, avec la participation des compagnons du centre d'études sociales La Idea de Santiago

10/07 - Santiago - Rassemblement et diff de tracts devant le centre pénitentiaire Santiago1 où est enfermé Cristian. Les tracts étaient à destination des personnes venues au parloir, et demandaient la libération de Cristian ainsi que la liberté pour tous les prisonniers et prisonnières.

12/07 (?) – Rovereto (Italie) - Un journal local rapporte que les vitrines d'une agence immobilière et d'une agence de travail temporaire ont été fracassées. Sur place ont été laissés les tags suivants : «Le G8 est fini, la révolte continue», «Mauricio Morales vive», «Liberté pour les compagnons, liberté pour tous»

(chrono tirée de «Peste noire» et reprise là où on l'avait laissée dans le numéro précédent)



Pour que tous sortent...

Petite liste non-exhaustive des récentes arrestations de compagnons et/ou camarades. Pas besoin de les connaître pour pouvoir se reconnaître dans les actes et la lutte qu'on leur reproche. SOLIDARITE.

Chambéry : une nouvelle personne en détention

Une nouvelle arrestation a eu lieu dans le cadre de l'affaire « Cognin/Chambéry ». Pour rappel, une enquête anti-terroriste est ouverte depuis mai 2009 suite à l'explosion accidentelle d'un « explosif artisanal » dans une usine désaffectée de Cognin (Savoie). Cette explosion avait coûté la vie à Zoé, et Mike qui était aussi sur les lieux fut gravement blessé. Ces deux personnes étant fichées comme « *proches des idées libertaires* » par les flics, la section anti-terroriste prit immédiatement en charge cette enquête. C'est dans ce cadre que Nin-Nin fut interpellé en Hongrie à la mi-octobre, puis extradé en France vendredi 16 octobre pour ensuite être déféré devant deux juges d'instruction, et enfin placé en détention à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. Peu de chances qu'il ressorte avant le procès (qui aura lieu... on ne sait quand), puisqu'un mandat d'arrêt international courait contre lui, et que les juges le considèrent comme ayant fui. Pour le reste, Rafou, Mike, Lucas et A. restent sous contrôle judiciaire tous pour de supposées relations avec cette affaire. Pour avoir des coordonnées des inculpés ou pour filer du soutien (financier) écrire à : *Les inculpés - locaux de solidaires - 210 rue francois guise - 73000 chambéry - France on lesinculpes@gmail.com*

Italie : arrestations de deux compagnons anarchistes

Vendredi 3 juillet, nous apprenions l'arrestation de deux compagnons italiens, par l'unité spéciale « anti-terroriste » des carabinieri : le ROS (Raggruppamento Operativo Speciale). Malgré l'information tardive, ces arrestations avaient eu lieu quelques semaines auparavant. Dans la foulée de ces arrestations, une vague de perquisition a touché une quarantaine de lieux au sein d'une supposée «mouvance anarcho-insurrectionnaliste » dans plusieurs régions italiennes (Lazio, Piémont, Lombardie, Toscane, et Abruzzes). Le ROS a particulièrement visé les domiciles de compagnons déjà perquisitionnés en février de cette année.

Les deux compagnons, Alessandro Settepani et Sergio Maria Stefani, auraient été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à poser des crochets métalliques sur les caténaires de la ligne Orte-Ancona.

Cette opération, baptisée « Shadow » par les carabinieri, a pour but d'établir des liens entre plusieurs personnes déjà visées en octobre 2007 (dont le jugement est actuellement en appel à la Cour de Terni) et des groupes affinitaires de la même région. L'armée explique également que les anarchistes inscraient cette action dans une plus vaste « campagne révolutionnaire » en lien avec des groupes similaires opérant en Espagne et en Grèce.

Grèce : Conspiration des Cellules de Feu

Le 24 septembre, 4 personnes ont été arrêtées par les unités anti-terroristes. Elles sont accusées d'appartenance à l'organisation «*La Conspiration des Cellules de Feu*», «*possession de matériel explosif*», «*terrorisme*»,... La police prétend disposer d'empreintes que les suspects auraient laissées sur des engins incendiaires qui n'ont pas fonctionnés.

Un des quatre suspects a été relâché, mais reste à disposition des flics. Les trois autres ont été incarcérés en attendant le procès. Le juge a également émis six mandats d'arrêts contre 6 compagnons. Tous sont encore en cavale aujourd'hui.

Ces deux dernières années, environ 180 attaques incendiaires ou explosives ont été réalisées sous le nom de «Conspiration des Cellules de feu». Ces attaques ont visé des banques, des centres commerciaux, des institutions étatiques, des commissariats, des partis politiques, des entreprises qui construisent des prisons, des domiciles de politiciens, juges, criminologues et journalistes, des entreprises de sécurité privée,... Toutes critiquaient en acte le Capital, l'Etat et l'Autorité ainsi que la résignation et l'acceptation de la part des exploités.

Grèce : arrestations d'Alfredo Bonanno et Christos Stratigopoulos

Les deux anarchistes auraient été arrêtés suite à un braquage à main armée à Trikala (en Thessalie). Le premier est accusé de complicité tandis que le deuxième est accusé du braquage en tant que tel. Pour toute aide (financière) ou soutien : *edizionianarchismo@gmail.com* - A. Medeot, C.P. 3431 - 34128 Trieste - Italie.

PARTOUT ils construisent de nouveaux murs rehaussés de barbelés pour nous séparer.

A Steenokkerzeel les fondations d'un nouveau centre fermé pour étrangers sont creusées. Un nouveau centre qu'en d'autres temps on aurait appelé un camp de déportation. Il encagera ceux qui se seront rendus doublement coupables aux yeux de l'Ogre Etat de ne pas correspondre à ses politiques cyniques d'immigration, et de s'être révoltés contre leur enfermement.

Comme ceux qui, lors de l'été 2008, boutèrent le feu à toute une aile du 127bis ;

Comme ceux qui résistent à leur expulsion comme le fit en son temps Semira Adamu ;

Les camps, et ce centre en particulier, comme toutes les formes de prisons, sont l'expression la plus totale d'une société carcéralisée. Une société où, depuis l'école jusqu'au métro-boulot-dodo, en passant par l'extension de la surveillance et du contrôle, on tente de produire des petits êtres dociles. Une multitude de petits conformistes censés, entre autre, dénoncer les clandestins ou détourner les yeux lors des contrôles d'identité qui permettent de raffler régulièrement des illégaux dans les transports et dans les rues.

Mais ce destin sans vie qu'on voudrait nous voir endosser n'est pas inéluctable et ceux qui ont attaqué Besix, une des entreprises qui construisent le nouveau centre, l'ont bien compris. Il existe, pour tous ceux qui refusent la résignation, mille possibilités de résister et de se révolter au quotidien :

En réagissant lors des contrôles et lors des rafles dans les bars et les chantiers ;

En combattant la construction de ce nouveau centre de la manière que chacun jugera adéquate,

En crachant à la gueule des politiques pour élaborer directement, sans médiations, nos propres luttes...

DANS LA DANSE ENDIABLEE DE LA REVOLTE

QUE LA DESTRUCTION DES CENTRES FERMES MARQUE LE RYTHME !

